

Renault-Flins, Citroën-Aulnay: Pas un licenciement! Unité ! Mobilisation! p3/4

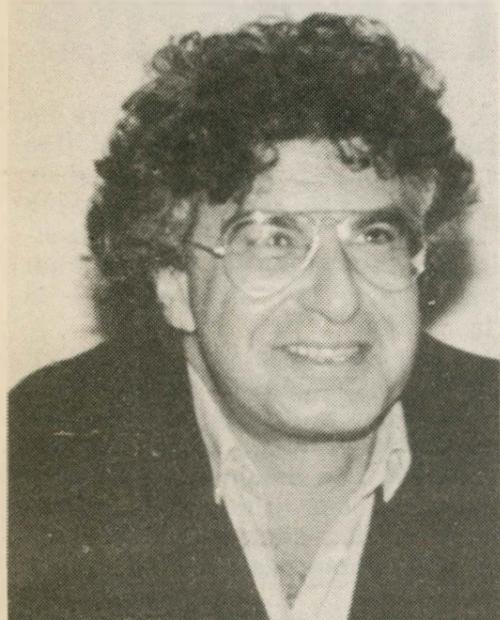
# Rouge

Corse:  
interview  
exclusive du FLNC p11

M 1578 N° 1052 6 F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IVe Internationale)

du 25 fév. au 3 mars 1983



**Le 6 mars**

**Alain Krivine**  
et

**Arlette Laguiller**



**vous appellent à voter pour les listes**

**La voix  
des travailleurs  
contre  
l'austérité**

soutenue par Lutte ouvrière et la Ligue communiste révolutionnaire

## Vendredi prochain 4 mars Tous au meeting unitaire !

Rassemblement de soutien aux listes  
**LA VOIX DES TRAVAILLEURS  
CONTRE L'AUSTÉRITÉ**  
présentées par Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire

**Arlette LAGUILLER**

Avec

**Alain KRIVINE**

**à PARIS Vendredi 4 mars à 20 h 30**  
chapiteau face au n° 149 de l'avenue de Choisy  
Métro Tolbiac ou Place d'Italie

### AVEC ARLETTE LAGUILLER

**LES LILAS** : le samedi 26 février, salle Romain-Rolland, rue Romain-Rolland, à côté de la mairie.  
**BORDEAUX** : le lundi 28 février à 20 h 30, salle Saint-Augustin, place de l'église Saint-Augustin.  
**TOURS** : le mardi 1<sup>er</sup> mars à 20 h 30, salle Balzac, rue Léonard-de-Vinci.  
**LYON** : le mercredi 2 mars à 20 h 30, mairie du 6<sup>e</sup> arrondissement, rue de Sèze, M<sup>o</sup> Masséna.  
**LILLE** : le jeudi 3 mars à 20 h, Maison de l'éducation permanente, pl. George-Lyon à Lille.

### AVEC ALAIN KRIVINE

**MARTIGUES** : le lundi 28 février à 18 h 30, salle Du-grès.  
**MARSEILLE** : le lundi 28 février à 20 h 30, salle Vallier.  
**TOULOUSE** : le mardi 1<sup>er</sup> mars à 20 h 30, salle des fêtes de la piscine municipale.  
**ALBI-CASTRES** : mercredi 2 mars.

### AVEC LES TETES DE LISTE

**SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY** : le mardi 1<sup>er</sup> mars à 20 h 30, centre Désiré.  
**ORLEANS** : le mardi 1<sup>er</sup> mars à 20 h 30, salle des Carmes.  
**TROYES** : le mercredi 2 mars à 20 h 30, bourse du Travail  
**SAINT-CHAMOND** : le jeudi 3 mars à 20 h 30, maison des Sociétés.  
**LIMOGES** : le jeudi 3 mars à 20 h 30, salle J. P. Timbaud.  
**STRASBOURG** : le vendredi 4 mars, salle A, maison des syndicats, rue Sedillot.



## 3 clés pour connaître la LCR

Nous avons publié trois brochures à l'occasion de cette campagne « municipales 83 ». Elles s'adressent à toutes celles, à tous ceux qui veulent mieux nous connaître.

Vous pouvez vous les procurer auprès des militants de la LCR (5 F chacune) ou les commander à la PEC (2, rue Richard-Lenoir, 93 108 Montreuil).

# Faire entendre la voix des travailleurs contre l'austérité

**P** ARMI les travailleurs, personne ne veut remettre en cause un rapport de forces favorable, né du 10 mai. Dès lors, à grand renfort de sondages, à grands coups de pression sur les médias, la gauche semble regagner du terrain et la droite paraît s'essouffler. Ce n'est pas le fruit d'une vigoureuse campagne municipale du PS et du PC. La réalité est ailleurs : le clairon des Chirac, Barre et Giscard, c'est la meilleure campagne pour la gauche.

Le gouvernement, l'échine souple, a répondu docilement aux exigences patronales, en multipliant les attaques contre les acquis sociaux. Au point de prendre la tête de la répression anti-ouvrière dans l'automobile. Mauroy et Auroux ont préparé le terrain aux licenciements en dénonçant les immigrés, accusés d'être manipulés par des groupes intégristes musulmans. Les OS de Renault ont plus simplement remis en cause la police des salaires gouvernementale par leur lutte victorieuse.

Ce blocage des salaires n'est qu'une pièce du dispositif gouvernemental pour la rigueur. Il a puisé dans les caisses de la protection sociale l'argent nécessaire aux cadeaux donnés aux patrons. De la rigueur à la répression contre ceux qui s'y opposent, il n'y a qu'un pas, vite franchi par Auroux au nom du gouvernement. Va-t-il assumer jusqu'au bout les licenciements demandés par Renault et Citroën ? En tout cas, le bilan du PS et du PC au gouvernement : c'est la rigueur. Et la retraite à soixante ans, au financement incertain ; et les trente-neuf heures pour lesquelles il a fallu faire grève ; et la cinquième semaine de congés faite souvent de congés déjà obtenus ; ne sont pas là pour rosir ce bilan.

**G** RACE à la politique du gouvernement, la droite a pu faire une campagne tapageuse. La répression chez Renault et Citroën est une bonne aubaine pour elle, qui veut, comme le dit Chirac, défaire et détruire les acquis sociaux ; et ce que Chirac appelle le « pouvoir syndical » est la cible préférée de cette droite, ravie qu'au gouvernement on hurle aussi contre les immigrés et les syndicats. La droite qui ne rêve que de revanche se nourrit avec délice des déclarations d'Edmond Maire qui appelle de ses vœux une nouvelle austérité. Edmond Maire qui reçoit les félicitations d'un expert en rigueur, Monory, ex-ministre de l'Economie de Giscard ; un connaisseur pour tout dire !

Notre voix, dans ces municipales, comme dans les luttes ouvrières, c'est « La voix des travailleurs contre l'austérité ». La voix de ceux de Flins et d'Aulnay qui se battent pour leurs salaires. La voix des travailleurs qui ne renoncent à aucune de leurs revendications au nom du mirage des sacrifices à consentir au nom de « l'intérêt national ». La voix des travailleurs qui savent que le changement s'obtient par la mobilisation unitaire. Enfin, la voix des travailleurs qui pensent que, pour sortir de la crise, il faut une autre politique, qui réponde aux exigences ouvrières, et qui s'oppose aux exigences patronales. Barrer la route à la droite, c'est indispensable. C'est ce que nous voulons faire. La politique d'austérité du PS et du PC au gouvernement est incapable de le faire. Alors, avec nous, faites entendre cette voix, en votant pour les listes « La voix des travailleurs contre l'austérité » le 6 mars.

### NOUVELLES PROPOSITIONS D'ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE	DOM-TOM	ETRANGER
<b>1 - AVEC LA PRESSE DE LA LCR</b> 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	400 F	400 F	450 F
<b>2 - INFORMATION DES COLLECTIVITES</b> 48 Rouge + 11 Critique Communiste	350 F		
<b>3 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO « ROUGE »</b> 6 mois = 24 numéros	150 F		
<b>4 - CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE</b> 1 an = 11 numéros	140 F	140 F	160 F

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Formule choisie : \_\_\_\_\_

Règlement à l'ordre de PEC  
2 rue Richard Lenoir 93108  
Montreuil  
Tél : 859 00 80

Rouge

• Edite par la société Presse/Édition/Communication (PEC)  
• Imprimerie Rotographique, Montreuil. Tél : 859 00 31  
• Directeur de la publication : Robert March  
• Commission paritaire 63922  
• Rédaction-administration 2, rue Richard-Lenoir 93108  
Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

# Licenciements à Renault et Citroën L'épreuve de vérité

• Pour mettre un coup d'arrêt aux mobilisations, le gouvernement a mis en route la machine répressive.

LES grèves de janvier à Renault et Citroën ont, à elles seules, cristallisé la situation sociale de telle sorte que l'épreuve de vérité apparaît pour chacun des camps en présence. La répression qui s'abat sur les travailleurs de Flins et d'Aulnay a une valeur nationale, et une valeur pour l'avenir des luttes ouvrières.

## Le patronat prépare l'affrontement

Le CNPF et la droite ne s'y sont pas trompés. Le patronat a peur que l'accord Renault fasse bouler de neige, et donne trop d'idées revendicatives à une base ouvrière peu disposée aux sacrifices salariaux. Percer le mur des 8 % d'augmentation des salaires imposés par le gouvernement pour 1983, c'est un danger pour le patronat qui voit cette brèche s'ouvrir par la lutte victorieuse. Aussi le patronat attend une fermeté sans faille du gouvernement. D'autant que les OS de l'automobile ne sont pas facilement dirigeables par les confédérations syndicales. Le patronat voit plus, bien plus loin que ces conflits. Il sent que derrière se profile la silhouette d'un affrontement dont l'issue peut avoir valeur de défaite pour l'un des camps, patrons et ouvriers. C'est ce que le P-DG de Fiat France a expliqué avec le plus grand cynisme le 21 février dans les colonnes du *Figaro*. Il est venu donner une leçon intitulée : « Comment nous avons remis de l'ordre à Turin », en 1982. Diminuer la production, tel était l'impératif patronal. Agnelli, le P-DG de Fiat, annonçait 24 000 mises en chômage technique. Les travailleurs et les syndicats réagissaient par des « harcèlements », puis par une grève générale de quatre semaines et demie. Le patronat de la Fiat organisait une manifestation de 40 000 cadres dans les rues de Turin. C'était l'affrontement immédiat, un affrontement de classes à l'état pur, ou la recule de l'une des deux parties. Les syndicats italiens ont cédé sur toute la ligne. 60 délégués « durs » sont licenciés, le chômage technique accepté. Une défaite telle que la productivité remonte, que l'absentéisme revient à 4 % au lieu de 20 %. Fiat peut faire concurrence aux voitures étrangères au prix d'une défaite infligée aux travailleurs.

La défaite ouvrière à la Fiat n'est pas exotique. Rappelons-nous le défilé des 10 000 concessionnaires, cadres et agents de maîtrise, quai de Javel, dirigé par le P-DG de Citroën.

## ISSY-LES-MOULINEAUX Non, Jospin, ça ne va pas !

Lionel Jospin a été interpellé par une militante CFDT de Renault-Billancourt. Le 18 février à Issy-les-Moulineaux, lors d'une réunion publique du PS, Jospin eut à répondre à cette camarade qui lui intimait l'exigence très répandue dans la classe ouvrière : « nationalisez Citroën ». Il est en effet évident que la disparité de régime entre Citroën flanqué de sa CSL et Renault-Flins au climat dur mais plus tolérable pourrait aisément être réglée. Il faudrait nationaliser, chasser la direction du groupe PSA, donner à ceux de Citroën un statut équivalent à ceux de Renault. Jospin préfère à ce jour admettre que les délégués combattifs ont été trop loin, qu'ils doivent être licenciés. Rigueur oblige...

en juin, pour répondre au printemps de la dignité des immigrés. La droite a compris également la portée du combat engagé à Citroën et Renault. Le 23 février, l'éditorialiste du *Figaro* attaque « la dictature syndicale » et le laxisme du gouvernement. « Que le gouvernement intervienne ou non, il est grand temps que les citoyens mettent fin à ce processus inexorable de dégradation ». Cette dégradation, il l'inscrit au compte de la « centrale communiste » CGT qui « a pris le contrôle d'une large partie de l'appareil d'Etat et des entreprises nationalisées ».

Au-delà des douze licenciés de Citroën et des trois licenciés de Flins, la droite frétille déjà à l'idée d'une manifestation de grande ampleur, contre les OS de l'automobile. Elle sait que derrière ce premier conflit, les éléments se mettent en place d'une nouvelle situation sociale.

## Le gouvernement joue la répression

La gauche au gouvernement a réagi dans cette épreuve de vérité de manière limpide. Auroux, ministre socialiste du Travail, a pris la tête de la croisade anti-grévistes. Il a par avance fait serment de fermeté pour les licenciements dus à des violences. « Je ne serai pas porté à l'indulgence » disait-il le 4 février, « nous ne serons pas laxistes avec ceux qui refusent de jouer le jeu de l'entreprise ». Drôle de jeu, quand on connaît la tyrannie de la CSL depuis des années à Citroën. Drôle de jeu, quand il ne s'agit pour le patron de Citroën de ne frapper que la seule CGT, au grand ravissement de la CSL.

Au nom du gouvernement, Auroux prend le chemin demandé par le patronat. Car il considère que la CGT à Citroën et la CFDT à Flins doivent savoir maîtriser des délégués trop combattifs. Il sélectionne dans la répression l'aile la plus combattive du syndicalisme de l'automobile. Car c'est pour lui l'ennemi principal de la politique d'austérité gouvernementale. Jospin, leader du PS, ne dit pas autre chose. « Cela suppose sans doute une action syndicale menée de façon responsable. C'est la pratique traditionnelle de la CGT. Mais cela n'a pas été le cas à Aulnay (...) des actes condamnables se sont produits et ils seront sanctionnés. » Le PS a ainsi abattu ses cartes, quand les contradictions de classes s'aiguisent. Entre la productivité de l'entreprise et les revendications et la dignité ouvrière, le PS choisit. L'avenir dira si Auroux osera approuver les licenciements, dont les dossiers arriveront inéluctablement sur sa table ministérielle. L'attitude du gouvernement et du PS éclaire remarquablement le débat sur la productivité. Le prix à payer pour la maintenir c'est, pour les sociaux-démocrates français, un recul du syndicalisme de combat, un recul des revendications ouvrières.

Le problème posé au patronat français, pour imposer une défaite dans l'automobile à la classe ouvrière, c'est précisément le rapport de forces du 10 mai 1981. Si une défaite sectorielle est possible en Italie, l'épreuve de force en France entraîne immédiatement des conséquences politiques nationales. Ainsi, une section syndicale, celle de la CFDT Renault-Flins, par son entrée en grève, par sa condamnation du ministre du Travail qu'elle juge à juste raison « discrédité », est capable par sa seule action de poser au gouvernement un dilemme. Respecter les options économiques prises depuis juin 1982, conformes aux intérêts patronaux, et cela conduit à la répression,



à confirmer les licenciements. Donc un prix politique très cher à payer parmi les travailleurs, qui peut entraîner une crise politique décisive. Ou bien le gouvernement annule les sanctions, et les concessions faites au patronat au nom de ses exigences économiques sont annulées par la mansuétude gouvernementale à l'égard des grévistes combattifs.

Sans spéculer sur ce que fera le gouvernement, — car bien des manœuvres et oscillations sont possibles — sa ligne de conduite sera dictée par sa politique de compromis avec les impératifs économiques et politiques du patronat de l'automobile.

Aussi, notre objectif, c'est de développer la mobilisation la plus massive, pour faire céder ce gouvernement, pour annuler tous les licenciements.

Jean Lantier



## Pas une hésitation, sans perdre une minute, solidarité !

DANS l'ensemble des entreprises du pays, chaque militant, chaque travailleur sent la portée de la répression : des licenciements à Renault-Flins ou Citroën-Aulnay ne peuvent viser qu'un seul but, « intimider », comme le souligne un délégué CFDT de Flins (voir p. 4).

Un bon exemple des réactions possibles est donné par une initiative à Usinor-Longwy : des militants CFDT et CGT d'un secteur, pour aider à la réalisation de l'unité dans la solidarité, ont lancé une pétition exigeant l'annulation des licenciements de Flins et d'Aulnay ; en quelques heures, plus d'une centaine de signatures.

Un autre exemple, à la Caisse d'épargne de Paris, le 18 février. En grève à l'appel des trois syndicats (CFDT-CGT-Syndicat unifié), le personnel a adopté une motion au ministre du Travail : « Une intervention gouvernementale s'impose afin de faire rapporter ces me-

sures. » De même, « il condamne par avance tout assentiment que signifierait un silence de votre part ».

Cela rejoint la motion votée, la semaine dernière par les travailleurs de Chausson, à l'issue d'un mois de grève : « Nous sommes pleinement solidaires de ces camarades qui ont défendu dans l'action ces revendications pour lesquelles nous sommes mobilisés. Le gouvernement doit intervenir pour refuser ces licenciements. Nous sommes prêts à nous associer à toutes les actions de solidarité qui s'imposent. »

Affirmant la même chose, de nombreux syndicats et sections envoient télégrammes ou lettres de soutien.

Cela montre nettement la tâche la plus urgente du moment : tout faire pour empêcher la répression. Pour faire céder le gouvernement dont les déclarations anti-immigrés servent en ce moment aux directions patronales de l'automobile.

Rien ne doit servir de prétexte pour « faire traîner ». Dès maintenant, le gouvernement n'a que trop laissé faire, il n'a que trop favorisé l'attaque patronale. Exigeons qu'il annule tous les licenciements.

Devant l'attitude inacceptable du gouvernement, dans la continuité de toutes les prises de position, une initiative centralisée est à l'ordre du jour, une manifestation interprofessionnelle, à Paris, pour dire « non aux licenciements ». Tout en développant, partout, nationalement la solidarité immédiate, la perspective précise d'une telle manifestation doit être débattue tout de suite, dans toutes les organisations syndicales, dans les entreprises : il faut réagir, rapidement, avec force, face à cette répression contre nos camarades immigrés de l'automobile ; pour ne pas trahir la solidarité de classe élémentaire, pour ne pas encourager le patronat dans son offensive. Pas une minute à perdre !

# Une semaine de lutte à Flins et Aulnay

**16 FEVRIER** : communiqué d'André Sainjon, secrétaire de la métallurgie CGT. « Nous apprécions très positivement la décision du ministre (du Travail) qui marque une réelle volonté d'apaisement du gouvernement de rechercher des solutions allant dans le sens d'un règlement positif aux questions posées. » Auroux a en effet convoqué la Commission des libertés.

**17 FEVRIER** : La CFDT de Seine-Saint-Denis « est prête à agir en commun s'il y a accord sur les objectifs et les formes d'action » avec la CGT.

Richter (CFDT Flins) : « Nous n'aurons pas la même attitude que la CGT à Citroën-Aulnay. Nous n'accepterons pas les licenciements. On va vers une épreuve de force CFDT-direction, car les faits sont sans commune mesure avec ce qui s'est passé à Aulnay. »

Auroux, à Libération : « Il n'y a pas d'arrangement possible. (...) Et si recours il y a, j'examinerai les cas un par un, en ministre soucieux des libertés et de la paix sociale, mais pas en ministre qui laisserait faire n'importe quoi, n'importe où, par n'importe qui. »

Jospin, au Monde : « Cela suppose sans doute une action menée de façon responsable. C'est la pratique traditionnelle de la CGT. Mais cela n'a pas été le cas à Aulnay. (...) Des actes condamnables se sont produits et ils sont sanctionnés. »

**18 FEVRIER.**

Krasucki : « Jusqu'au bout les travailleurs feront tout pour régler le problème sans conflit majeur. (...) Nous ne tenons pas pour quitte les autorités responsables et notamment le ministère du Travail. (...) »

« A Flins, la CGT est affaiblie, la lutte a été menée dans des conditions confuses. La CFDT de cette entreprise s'est comportée de manière outrancière. Tandis qu'Edmond Maire prêche l'austérité, la CFDT de Flins fait de la surenchère. »

La CSL (organisation patronale à Citroën) déclare ne pas voter pour les licenciements.

Sainjon (CGT) : « Certains s'étonnent que la CGT ne voulait pas appeler à la grève. (...) Depuis l'annonce des menaces de licenciement, vous avez décidé de travailler dans le calme. (...) »

**19 FEVRIER.**

La CFDT Renault-Flins appelle à la grève, le jour de la réunion extraordinaire du comité d'établissement.

La CGT de Flins appelle à deux heures de débrayage.

Sainjon (CGT) : « La CGT n'acceptera aucun licenciement, quels

qu'ils soient, à Aulnay. Cette attitude sera la même à Flins, même s'il s'agit d'élus CFDT. »

**21 FEVRIER.**

Meeting CGT-CFDT-FEN, soutenu par PS-PC-PSU et MRG sur le parking d'Aulnay. Les licenciés rentrent, accompagnés de plusieurs milliers d'ouvriers. Action très massive.

Grève parmi les plus massives de ces dernières années à Flins, où le comité d'établissement refuse (neuf contre trois) les licenciements.

Auroux souhaite « voir se développer un processus réel et durable de détente entre tous les membres de la collectivité du travail dont les difficultés passées ne doivent pas conduire à de nouveaux affrontements préjudiciables pour l'avenir. »

PS et CFDT de Seine-Saint-Denis (Aulnay) se désolidarisent de l'entrée des licenciés à Aulnay...

A Flins, la CGC vote pour les licenciements.

Richter (CFDT Flins) : « Par ses positions récentes, ce dernier (Auroux) s'est discrédité pour traiter des conflits de l'automobile. »

**22 FEVRIER.**

CFDT-Flins : la grève redémarrera jeudi 24 février si au comité d'établissement du 23 février la direction maintient les licenciements.

CGT Aulnay : les délégués entrent dans l'entreprise. Télé et photographes filment les huissiers remettant aux délégués une sommation de déguerpir. La direction déclare vouloir recourir aux forces de l'ordre...

Krasucki, lors d'une conférence de presse, se déclare prêt à rencontrer la direction de Citroën. Cap cégétiste maintenu sur le respect de la production, le calme et la force tranquille.



Mahjoub Jaagoub, au cours de la grève du lundi 21.

**23 FEVRIER.**

Aulnay : calme. Les délégués ne sont pas entrés dans l'entreprise.

Flins : attente dans la perspective de la grève des résultats du comité d'établissement.

La métallurgie CFDT déclare qu'elle « n'entend pas que les délégués CFDT de Flins soient les otages d'Aulnay. (...) Les faits reprochés de part et d'autre sont sans comparaison possible. »

Au CE du mercredi 23, la direction décide de ne pas donner de réponse sur la suite de la procédure. Elle ne veut pas préciser quel délai de réflexion elle se donne. La CFDT de Flins suspend son mot d'ordre de grève pour le jeudi 24 : « La riposte viendra le jour où la direction maintiendra la procédure de licenciement. » Elle maintient la mobilisation : réunions et meetings dans les ateliers. Les délégués menacés ne sont pas mis à pied. Ils sont à leurs postes de travail.

Cette chronologie des faits et déclarations montre une chose évidente : la mobilisation massive des travailleurs de l'automobile pousse les confédérations à mobiliser. Mais elles ne mobilisent que dans chaque entreprise. Et elles prennent grand soin à maintenir une division qui leur évite ainsi de lier les deux cas de licenciements. Ce faisant, ces directions nationales heurtent de front un sentiment répandu chez les délégués syndicaux des entreprises concernées et chez les travailleurs : il faut une riposte d'ampleur aux coups portés. C'est ce que montre l'interview ci-contre, représentative de l'état d'esprit dans les usines concernées.

Interview de Mahjoub Jaagoub, délégué CFDT de Flins, menacé de licenciement

## « La direction veut intimider... »

**Avec Mahjoub Jaagoub, l'un des trois délégués CFDT de Flins menacés de licenciement, nous avons voulu faire le point, le lundi 21 au soir.**

● **Qu'est-ce qu'il y a derrière cette affaire de violences dont parle la direction ?**

— Mon dossier était prêt depuis longtemps. Au niveau de mon chef de département depuis que je suis délégué. Tout simplement parce que le chef du département de l'électrolyse ne veut pas de délégué chez lui !

Pendant la grève, il m'est arrivé une fois de me trouver au milieu d'agents de maîtrise qui m'insultaient. Ils m'ont menacé. Mais ils disent dans le dossier que j'ai menacé des travailleurs, même des policiers, alors que ceux-ci, en fait, étaient en grève...

Il y a eu, oui, des échanges de mots entre moi et des agents de maîtrise. Mais tous les travailleurs présents peuvent témoigner du fait que je n'ai menacé personne.

● **Comment expliques-tu, dans ces conditions, que la direction ait eu le culot de demander des licenciements ?**

— Ils ont profité des déclarations d'Auroux. Quand on est allé au tribunal de Versailles, il y avait d'abord, en accusation, quatre délégués CGT, cinq délégués CFDT, un travailleur. Présents, en fait, seulement ceux de la CFDT. A une question de notre avocat, il a été répondu que la direction avait retiré sa plainte contre la CGT.

C'est même dans les détails que la direction a suivi le gouvernement : il y avait, parmi les accusés, avec nous, un Portugais ; mais son dossier a été retiré. Et il ne reste plus maintenant que le cas de nous trois, trois Marocains...

● **Comment vois-tu la situation maintenant ?**

— La direction veut sûrement qu'au moins l'un de nous trois soit

licencié. Et pour qu'elle change d'idée, il faut qu'elle prenne peur devant l'ampleur de la grève.

Sinon, ils ne reculeront pas : du moment qu'ils nous accusent de violences alors qu'il n'y en a pas eu, ce n'est pas pour reculer facilement.

● **Quel devait être le rôle du gouvernement ?**

— Il y a des gars qui disent que le gouvernement ne peut pas nous laisser licencier. Mais moi, je ne fais pas confiance au gouvernement depuis le jour où Auroux a attaqué nos grèves en nous traitant d'intégristes.

● **Tout dépend donc de ce que font et feront les travailleurs et les syndicats...**

— Oui : si le dossier va au ministère du Travail, on court le risque d'avoir parmi nous un sur trois « sacrifié » par souci électoral à l'approche des municipales. En plus, la direction en veut beaucoup à la CFDT ; surtout à la CFDT de Flins !

● **Tu ne comptes que sur les grèves pour changer votre situation ?**

— Oui.

● **Et pas sur une manifestation syndicale ?**

— Si, bien sûr, une grande manifestation, organisée par la CFDT et la CGT, au niveau des fédérations ou des confédérations, ça pourrait changer quelque chose.

● **Et les travailleurs de Flins eux-mêmes, te paraissent-ils prêts à accepter des licenciements ?**

— Vendredi, le 18, quand on a fait une tournée des ateliers, les gars étaient très en colère de ces sanctions. Et ce lundi 21 on a vu en grève des gars qui ne débraient jamais.

● **Pour ce qui est des réactions des travailleurs, tu es plutôt optimiste...**

— Oui, surtout à voir la journée de ce lundi 21 à Flins. Mais il faudra voir aussi les réactions dans les autres usines de la Régie Renault.

Propos recueillis par Pierre Rème

## CARMAUX

Depuis le 10 février, 2200 mineurs en grève pour l'emploi et les salaires

**A** Carmaux, depuis le 10 février, 2 200 mineurs sont en grève.

Ce qui a déclenché leur colère : l'annonce officielle du blocage des embauches pour 1983 et le report de la mise en exploitation d'une grande découverte.

Compte tenu du nombre de départs à la retraite, à peu près une centaine chaque année, le blocage des embauches se traduit par une réduction importante des effectifs. Déjà, au fond, quelques machines resteraient à l'arrêt, faute de personnel.

Ces mesures sont en contradiction avec les promesses de relance qui avaient été faites par le gouvernement. Elles ont des conséquences directes sur l'emploi dans toute la région, déjà largement touchée par le chômage. En effet, les mines de charbon sont la seule industrie de

cette ville de 13 000 habitants, avec les sous-traitances. Si Carmaux est rayée de la carte de France des bassins houillers, c'est l'emploi dans toute la région qui s'effondre. Les travailleurs ont des raisons d'être inquiets.

Mais leur détermination est forte. Depuis trois semaines, ils maintiennent leurs revendications : des embauches, l'ouverture de la découverte. Pour eux il s'agit de maintenir leur outil de travail et leur emploi, « la relance doit s'accompagner d'une véritable revalorisation du métier de mineur », disent les syndicats. Ils ont donc élaboré un cahier de revendications concernant les salaires, le temps de travail et la retraite.

Ils sont décidés à aller jusqu'au bout et à ne pas « s'arrêter pour quelques miettes ». La grève est largement suivie, elle est reconduite chaque jour en assemblée générale,

avec un comité de grève composé de délégués mineurs et de trois personnes par syndicats. Elle est unitaire entre la CGT, la CFDT et FO, seuls les cadres n'y participent pas.

Le soutien dans la région est massif tant des travailleurs que les sections locales du PC et du PS. Les travailleurs ont adressé des lettres à Mitterrand, Jospin, Marchais, Valbon qui est P-DG des Charbonnages de France et dirigeant du parti communiste, Hug le directeur général. Ils n'ont eu aucune réponse. Ils ont exigé une entrevue avec le numéro un des Charbonnages, M. Hug et se sont vu opposer un refus catégorique !

Bien empressés de discourir sur les nouveaux critères de gestion du secteur nationalisé, tous ces messieurs sont sourds aux revendications des travailleurs de Carmaux !

S. F.

## La droite baisse d'un ton, poussons l'avantage...

Il y a un mois, ils bavaient d'envie devant d'éventuelles élections anticipées, qui les ramèneraient au pouvoir après les municipales. Ils comptaient les villes gagnées à l'opposition par dizaines, et pronostiquaient une défaite fulgurante de la majorité.

Aujourd'hui, les lévriers de l'opposition s'essouffent à mesure que le scrutin du 6 mars approche. Giscard déclare à Montpellier, en se pinçant les lèvres : « Il y a quelque chose qu'il ne faut pas laisser faire, c'est nationaliser les municipales. » (!)

A la convention nationale des « clubs avenir et liberté », Chirac regrette ces « quelques phrases, peut-être maladroitement prononcées par les uns et les autres ».

La presse fleurit de réflexions philosophiques. La droite est partie trop tôt dans la course, elle s'essouffle, tandis que la gauche, en fin de parcours, mobilise ses troupes et refait son retard.

Mais la valse des sondages fait apparaître une constante, le pourcentage des hésitants diminue, le pourcentage d'intention de vote en faveur de la droite se tasse.

Sur quoi la droite a-t-elle donc fait l'impasse dans ses paris sur la revanche ? Simplement sur l'obstacle qui l'a déjà fait chuter : la détermination des travailleurs à ne « pas en reprendre » d'une droite qu'ils ont déjà subie 23 ans.

Ce ne sont certes pas les débats de la majorité (« à quelle sauce accommoder la rigueur » après les municipales) qui mobilisent ses électeurs du 10 mai. Pas plus que le feu vert donné par le ministre du Travail au patronat de l'automobile pour licencier ceux qui revendiquent !

Et ni l'accord au rabais sur la retraite à soixante ans, ni l'arrestation de Barbie que n'a jamais

obtenue la droite en 23 ans de pouvoir, ni le remboursement de l'IVG en mars, ne remplacent le changement voulu et invisible depuis deux ans dans les usines, les bureaux, les quartiers.

C'est la droite elle-même qui s'est joué le coup de l'arroseur arrosé. A force de clamer ses projets de revanche : la dénationalisation à tout va, la liquidation de la Sécurité sociale, le retour au droit de licencier sans vergogne, l'attaque en règle des droits syndicaux, l'alignement des salaires sur les profits de l'entreprise... elle a convaincu nombre d'électeurs du 10 mai qui hésitaient.

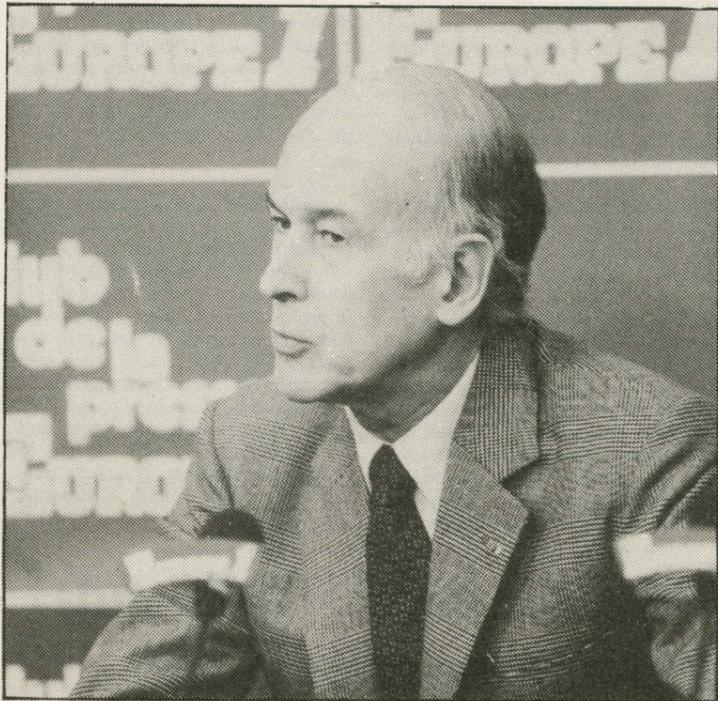
L'attaque de la droite s'est transformée en argument de vote à gauche, « malgré tout ».

Giscard et Chirac mettent la sourdine aujourd'hui, mais leur projet demeure identique.

Barre, à droite, marque un point, il n'est pas entré dans le jeu des pronostics cher à ses concurrents. Il sauve la mise et en profite pour relancer l'offensive en proposant un face-à-face à Mauroy.

La droite est montée au filet en début de campagne. Elle n'a pas marqué de point significatif. Ce n'est pas la course qui l'essouffle. C'est l'adversaire sur lequel elle avait fait l'impasse, les travailleurs qui la repoussent au milieu du terrain. Excellente occasion pour pousser encore l'avantage, contre elle, le 6 mars !

Michel Morel



## Super-Barre l'homme araignée

À cote de Barre est en hausse. Parti troisième, pour la place de leader de l'opposition, il est en train de détrôner Giscard de la seconde place. Un tour de France systématique, pour soutenir les candidats des différents partis de l'opposition, RPR, UDF... Des déclarations appuyées sur une pseudo-rigueur d'économiste, chiffres à l'appui. Le refus de s'engager publiquement au jeu du pronostic aux législatives anticipées après les municipales. Une image, au-dessus des partis, « homme du recours », style de Gaulle ou Mendès. La tactique paye.

Barre, c'est l'« homme araignée » qui tisse son réseau. Pas de parti derrière lui, mais deux cent personnes travaillent à son compte : dossiers, études, un « cabinet fantôme ». Il inspire une « bande de jeunes », députés RPR comme UDF, membres du CERCLE. Il s'appuie sur le CDS, le parti de Lecanuet qui l'a choisi comme favori. Barre entretient ses relations directes avec les milieux dirigeants des entreprises ; avec la hiérarchie laissée en place dans l'appareil d'Etat après le 10 mai.

Barre, c'est une apparence bonhomme, mais une droite qui n'a rien à envier aux déclarations guerrières d'un Chirac, avec quelques faux pas de moins.

C'est le préféré de la presse Hersant. *Le Figaro* lui tresse des lauriers en éditorial, le 14 janvier dernier : « Aucun homme politique n'incarne mieux que l'ancien premier ministre la pensée du fondateur de la V<sup>e</sup> République. »

Le même journal rapporte les inquiétudes de Barre quant à l'arrestation de Barbie qui risque de « ranimer les vieilles passions » ! Il faut se souvenir du réflexe barriste lors de

l'attentat de Copernic, regrettant la mort des « Français innocents », comme de ses phrases à propos de fonctionnaires « nantis », à l'abri des licenciements, aussi bien que de la cadence des plans Barre contre les travailleurs. « On accepte, selon lui, des interventions beaucoup trop grandes des syndicats dans la vie politique du pays. » Il y mettrait bon ordre.

« Restauration de l'autorité de l'Etat » et « rétablissement de la sécurité des Français », seraient ses deux objectifs prioritaires s'il revenait au pouvoir. Barre est contre la suppression de la peine de mort, comme il est pour le rétablissement de la cour de sûreté de l'Etat. Barre, profil dur. Il remue moins d'air que Chirac mais pour un profil aussi musclé.

La tactique Barre : affirmer publi-

quement qu'il est pour le respect des échéances institutionnelles, couvrir une intervention constante dans les « affaires » du pays. Entre le 10 mai et le 21 mai, il regarda fuir d'un œil bienveillant dix milliards de devises au travers des frontières. Il est parfaitement introduit aujourd'hui dans la tactique du sabotage permanent, du pouvoir économique, que conseille ouvertement dans un livre qui a fait du bruit à droite, *De la reconquête*, un individu nommé Caton. Si Chirac et Giscard y sont expédiés en deux chapitres, « hors service pour la reconquête », Barre est traité à part. Il « s'en va désormais seul, pour une cavalcade d'opposant avec laquelle nous sommes résolus de compter. »

Nous aurons, nous, tout intérêt à l'empêcher de sortir ses griffes le moment venu.



## Détournement du fichier HLM: les chiraquiens tentent de se justifier

La semaine dernière, *Rouge et le Canard enchaîné* révélaient que plusieurs candidats de la liste « Union pour Paris » dirigée par Chirac avaient utilisé le fichier informatisé « Locataires » de l'Office public d'HLM de la Ville de Paris pour expédier leur propagande électorale. Trois au moins, Pernin (12<sup>e</sup> arrondissement), De la Malène (14<sup>e</sup> arrondissement) et Bariani (20<sup>e</sup> arrondissement) se sont fait prendre la main dans le sac. Ils se trouvent donc en infraction avec la législation tout comme les dirigeants de l'Office qui leur ont permis d'accéder à des renseignements réservés à un usage strictement interne.

L'affaire s'est avérée suffisamment gênante pour que Jean Tibéri, l'adjoint au maire de Paris chargé du logement, réponde et indique qu'« une enquête officielle est en cours qui doit mettre en lumière les responsabilités dans cette affaire ». Manifestement embarrassé, il ajouta : « S'il était établi que des copies de ce fichier ont été communiquées à des personnes extérieures à l'Office, il ne peut s'agir que du listing simple des noms et adresses, tel qu'on peut les relever sur les boîtes aux lettres des immeubles et en aucun cas de la version détaillée des informations détenues par l'Office sur ses résidents (...) dont la diffusion est évidemment illégale ».

Remarquons que Tibéri est fort prudent dans ses affirmations mais qu'il s'efforce d'atténuer la gravité de l'opération. L'essentiel demeure néanmoins : 1. Il ne s'agit pas d'un simple relevé de noms connus de tous mais de la communication d'un fichier public — identifiable par son code informatique — à des personnes n'ayant aucune qualité

pour en disposer. Cet acte, à lui seul, est illégal.

2. Selon toute probabilité, les enveloppes ont été imprimées sur les machines de l'Office.

3. Cela signifie qu'un organisme officiel a servi de relais à un appareil politique en campagne électorale.

L'enquête déclenchée par Tibéri répondra-t-elle à ces trois points ?

C'est sans doute pour y aider que d'ores et déjà plusieurs dizaines de locataires concernés par ces envois ont porté plainte auprès de la Commission nationale informatique et libertés (CNIC) et que la Confédération nationale du logement s'est constituée partie civile.

De leur côté, les syndicats CGT, CFDT et FO de l'OPHLM ont dénoncé « ces agissements illégaux » et exigé « que les sanctions qui s'imposent soient prises ».

Pour ce qui les concerne, les sections CGT et CFDT « exigent la démission de M. Pernin (l'un des candidats utilisateurs du fichier. NDLR) du conseil d'administration de l'OPHLM de la Ville de Paris, déclarent qu'elles déposent un recours devant le tribunal administratif (...) soutiennent l'action de tous les locataires qui ont porté plainte contre l'Office auprès de la CNIL... »

La CGT et la CFDT dénoncent en outre « ce détournement des deniers publics, dont l'Office, en d'autres occasions (par exemple lorsqu'il s'agit des revendications des personnels...) est si parcimonieux, constitue une nouvelle preuve de la façon dont la Direction générale et derrière elle la municipalité parisienne entendent se servir de l'Office public d'HLM (...) comme d'un outil électoral au service de leurs intérêts privés. »

C. P.

## PSU

Bond en avant  
et saut dans le vide

La perspective des municipales et, peut-être, de sa propre élection, donne des ailes à Huguette Bouchardeau qui n'hésite pas à affirmer que le PSU avait 600 élus et qu'il en aura 1 000 dès mars prochain ! Tout cela n'apparaît pas très rigoureux !

Dans le bulletin du PSU, sous le titre « *Municipales. PSU : un bond en avant* », Amaud Massip dresse un premier bilan de la présence du PSU dans ces prochaines élections municipales. Moins exalté que celui de Bouchardeau, mais, néanmoins, très satisfait !

« *Alors qu'il a des élus sortants dans une trentaine de grandes villes, le PSU peut espérer des conseillers dans près de 150 d'entre elles après mars prochain (dont probablement une trentaine d'adjoints). Au-delà d'une simple augmentation quantitative, ce progrès va transformer qualitativement les possibilités d'implantation du PSU dans les centres les plus actifs des départements.* »

Resterait à préciser ce que la direction du PSU entend par « *transformation qualitative* ». Parce que si, dans un passé récent, le PSU apparaissait comme une force située à la gauche du PS et du PCF, non compromise dans leur politique de collaboration de classe, ni salie par leurs turpitudes, qu'en est-il aujourd'hui ?

Les candidats du PSU se présentent devant les électeurs selon des cas de figures différents. Soit sur des listes d'union de la gauche, c'est la grande majorité des cas. Et, là où il y a une primaire, soit sur des listes avec le PS (Reims, Chelles, Sartrouville, Issy-les-Moulineaux...), soit sur des listes avec le PCF (Sevran, Gagny, Laval, Le Mans...). « *Les sections locales ont fait des choix qui globalement s'équilibrent* » (sic !), se félicite A. Massip. Enfin, dans une quinzaine de villes, sur des « *listes autogestionnaires* ».

Que ressort-il de cet éclatement ? Certainement pas la clarté de la politique défendue par le PSU dans ces élections. Peut-on même parler de politique, lorsque ce qui apparaît positif dans le bilan c'est uniquement le nombre d'élus qu'espère la direction du PSU ? D'ailleurs, compte tenu de la position des candidats du PSU sur les listes d'union de la gauche, la direction du PSU risque de déchanter assez vite...

## NANTES

Routier-Preuvost  
n'exclut pas  
une alliance  
avec la droite

Routier-Preuvost, qui dirige la liste « *Nantes d'abord* », a trouvé un écho de presse national. Dans le *Figaro* du 17 février, ses perspectives en ce qui concerne le second tour sont ainsi exposées. A plus de 10 % : maintien, « *nous serons, en quelque sorte, dit-il, le coin qui écarte les deux blocs* ». A plus de 5 % : alliance avec une autre liste... « *Peut-être, précise-t-il, que nous pourrions reconstituer avec Michel Chauty une liste analogue à celle d'André Maurice* ». Rappelons que Chauty dirige la liste de droite ! A moins de 5 % : « *Nous ne donnerons pas de consigne de vote à nos électeurs* ».

Dans le *Figaro* du 18 février, Routier-Preuvost a ressenti le besoin de « *préciser* » sa position : il est absolument opposé à tout désistement au second tour en faveur de quelque liste que ce soit.

Donc, la seule hypothèse écartée est celle d'un désistement, en faveur de la liste PS-PCF en particulier. Par contre, l'éventualité d'une alliance avec la liste de droite semble bien être caressée.

Décidément, que font les militants du PCI sur une telle liste ? Routier-Preuvost, lui, n'est pas gêné par cette présence. A propos des membres du PCI présents sur sa liste, il explique : « *Ils sont, certes, trotskystes, mais ce ne sont pas des staliens* ». Sans commentaire !

## Monory (ancien ministre de Giscard) :

« Vive l'austérité  
et bravo à Edmond Maire »

ANCIEN ministre de l'Economie de Giscard, René Monory, invité par France-Inter dans « *Face au public* », le lundi 21, a bruyamment félicité Edmond Maire : il faut, langage d'expert, 4 % de perte de pouvoir d'achat moyen ; pour « *favoriser l'investissement* ». Un tel renfort de publicité plaira-t-il à la direction confédérale CFDT ? En l'attente d'une réaction officielle, on ne peut en jurer...

En tout cas, de déclaration d'Edmond Maire le vendredi 18 en effet boomerang de Monory le 21, le « *nouveau Mauroy* », présenté à la télé le 17 au soir, a raté son effet. Le *Matin* du 18 affirmait pourtant qu'il avait voulu confirmer une réputation de « *sérieux et de générosité* » ; mais le voilà affligé de l'image du menteur faisant des cachoteries sur fond de petites manœuvres préélectorales. « *Proche du peuple* » ? Le Premier ministre reconnaît avoir besoin de 4 % de croissance pour éviter le chômage et, devant les prévisions économiques réelles pour l'année, ne sait rien répondre sinon l'affirmation que « *ça ira mieux* ». Proche des urnes plutôt.

Cela dit, une fois de plus, l'austérité forme le centre du débat politique avant les municipales ; avec un chômage entre deux millions et deux millions et demi : comment entrer à chaque article dans la démonstration des 500 000 chômeurs laissés hors statistiques ?

## « Electoralement payant »... ?

A l'opposé de Mauroy, Jean Kaspar, « *numéro deux de la CFDT* »,

comme dit la presse, donne des leçons : « *Il faudrait, selon lui, que le gouvernement comprenne que le discours de la rigueur peut être électoralement payant* ». On voit d'ici le slogan : « *Serrez-vous la ceinture et votez pour moi !* »

C'est ce que ses promoteurs veulent lancer sur le marché des « *idées* » sous l'étiquette de « *la deuxième gauche* » ; celle qui prêche pour faire accepter les projets qui plaisent à Monory, à Barre, etc.

En réalité, cela tourne le dos à toutes les exigences que rappellent les travailleurs chaque fois qu'ils sont consultés. Ainsi en était-il dans le dernier sondage publié par *l'Expansion* du 4 février.

Réalisé auprès d'ouvriers de diverses entreprises du secteur nationalisé ou du privé, de tailles diverses, il comporte quelques réponses à méditer par les prêcheurs d'austérité. « *Pour chacune des revendications suivantes, dites si elle est prioritaire ou non* ». Le maintien de votre pouvoir d'achat : « *oui* » à 91 %. L'augmentation de votre pouvoir d'achat : « *oui* » à 83 %.

Si quelqu'un a des doutes sur de telles opinions ouvrières, qu'il médite une minute sur un simple fait : la revue *l'Expansion*, dirigée par Boissonnat, a la réputation, méritée, de rechercher l'accord entre le courant Maire-Rocard et les patrons « *intelligents* » et « *modernes* ».

La « *vieille gauche* » a promis de satisfaire les revendications tout en s'engageant à ne pas toucher aux privilèges des patrons. Fielée par cette orientation politique, elle serre la vis des travailleurs. La « *deuxième gauche* », elle, veut « *faire comprendre aux travailleurs* » que les reven-

« Plus de rigueur pour les patrons, oui !  
un deuxième plan d'austérité, non ! »

## • Nombreuses réactions dans la CFDT

A première vue, même une fois passées les premières vagues notées dans la presse, les réactions contre les projets d'Edmond Maire sont vives dans la CFDT. Plusieurs tracts, panneaux syndicaux, lettres ouvertes en témoignent.

● Dans un tract, l'union départementale du Val-d'Oise rappelle le bilan du premier plan d'austérité : « *Les travailleurs ont dû se serrer la ceinture en voyant diminuer leur pouvoir d'achat, en payant plus de charges sociales et le nombre réel des sans-emploi a augmenté (...)* Non à cette politique d'austérité. »

« *Les travailleurs ne se sont pas donné un gouvernement de gauche pour que l'austérité continue, mais pour que celui-ci satisfasse leurs revendications* ». A l'opposé, affirme le tract, de ce qui se pratique, « *une autre politique est nécessaire* ». Ainsi est avancée une série de mesures immédiates, qu'on retrouve souvent dans d'autres prises de position : « *Le remboursement des dettes à la Sécurité, la réforme de la fiscalité sur les revenus réels, le contrôle des sommes accordées aux entreprises et qui servent aujourd'hui bien plus à la spéculation qu'à l'investissement* ».

● Le syndicat régional des Chèques postaux de Paris, de même, dans un tract, défend la même idée centrale : « *Il est clair que les tâches d'un syndicat, c'est de préparer la mobilisation la plus large* ».

Ainsi est explicitement critiquée la déclaration d'Edmond Maire : « *Il se cantonne dans des considérations économiques du système capitaliste pour expliquer la nécessaire "solidarité" entre salarié(s), et cela sans un mot sur les profits et les pouvoirs capitalistes* ».

« *De tous temps, les patrons ont défendu leurs scandaleux profits et*

privileges ; en période de crise, pour les préserver, ils n'ont d'autres soucis que de serrer la vis des travailleuses et des travailleurs ; et c'est précisément ce que nous refusons. La CFDT s'est prononcée depuis longtemps pour un changement de société, pour le socialisme autogestionnaire. La crise du capitalisme que nous connaissons aujourd'hui ne peut que nous renforcer dans notre détermination à changer cette société. Et pour nous les luttes restent bien le moteur du changement (...)

« *Des mesures doivent être prises qui s'attaquent franchement aux possédants et à leurs profits. C'est dans ce sens que les organisations syndicales doivent mobiliser pour*



Le 26 mai 1981. une visite à l'Élysée, les revendications passent à la trappe...

obliger le gouvernement à faire des choix en faveur des travailleurs. Voilà la voie que nous souhaitons pour notre confédération CFDT et nous sommes nombreux dans la CFDT à partager ce point de vue. » C'est aussi la voie que devrait prendre l'ensemble des syndicats, souligne le tract, qui rappelle que Krasucki a dit : « *Nous ne ferons rien qui puisse gêner le gouvernement* ». Et se termine par le rappel des propositions unitaires adressées « *régulièrement à la CGT pour des actions plus efficaces* ».

● Plusieurs sections et syndicats CFDT de la Santé affirment la même orientation. La section du CHS de Villejuif (Val-de-Marne) réaffirme : « *Nous défendons tous*

**Vendredi 4 mars**  
à la veille du 1<sup>er</sup> tour

**GRAND RASSEMBLEMENT UNITAIRE**

Ligue communiste révolutionnaire

Lutte ouvrière

avec  
**Arlette Laguiller**  
et **Alain Krivine**

**20 heures**  
**Square de Choisy**

Sous chapiteau

Mardi 14 mars 1981, 19h30, 199 rue de la République, Paris 11<sup>e</sup>

jours pied à pied les revendications de tous les travailleurs sur la réduction du temps de travail, sur les salaires, les effectifs (...)

Un tract du CHS Mayenne, de Laval, pose la question : « *Rigueur pour qui ? Les exploités ou les exploités ?* » et conclut : « *Non à la rigueur pour les travailleurs, non à la collaboration de classes, oui à la lutte des classes, oui au socialisme autogestionnaire* ».

Dans le même sens, le syndicat CFDT de l'hôpital Saint-Anne (Paris) a diffusé une « *lettre ouverte à Edmond Maire* » : il souligne, comme beaucoup d'autres prises de position, que « *ce type de déclaration qui engage l'ensemble de la CFDT n'a fait l'objet d'aucun débat dans le cadre de nos structures* », alors qu'il ne peut « *apparaître que comme un soutien à la politique d'austérité gouvernementale* ». Il rappelle ses positions : « *Nous aurions souhaité de notre secrétaire général un plan de mobilisation pour satisfaire nos principales revendications* », et conclut : « *Nous sommes convaincus que la grande majorité des structures de la CFDT répondront à cette déclaration par la poursuite de la lutte unitaire pour la défense et la satisfaction de nos revendications, meilleur moyen de faire avancer concrètement le changement* ».

● Le syndicat national des Caisnes d'épargne, dans le même sens souligne, à l'opposé des positions d'Edmond Maire, que « *les travailleurs de l'automobile montrent la voie* » : « *C'est une mobilisation interprofessionnelle des confédérations CFDT et CGT qui est à l'ordre du jour, pour imposer la satisfaction des revendications comme à Flins, pour empêcher les licenciements de délégués, pour imposer une autre voie que celle de l'austérité* ».



...Mais une telle orientation contredit les orientations de la majorité des militants.

# La vraie «solidarité» : la mobilisation pour les revendications

## Défendre les salaires, c'est urgent

**B**ILAN net du plan d'austérité de juin 1982 : le pouvoir d'achat ouvrier a baissé de 0,7 % ; celui des salariés de la fonction publique de 1,5 % (-1,4 pour la plus basse catégorie, -1,1 % pour la plus élevée, -1,6 pour les deux intermédiaires).

On le voit, défendre les salaires, c'est urgent.

Comment le faire quand patrons et ministres prévoient 4 % de perte du pouvoir d'achat en 1983 ? D'abord en ayant un objectif clair : l'indexation sur les prix de tous les salaires couverts par les conventions collectives.

Qu'un Delors ou un Maire ne nous dise pas, en reprenant les arguments

patronaux, que « cela produit de l'inflation ». En effet, si un réel contrôle des prix est réalisé, au niveau de la production comme de la distribution, l'indexation des salaires, l'échelle mobile, reste simplement fixe : les salaires n'augmentent que pour suivre les hausses décidées sur les produits. Faut-il laisser à messieurs les patrons, en période de crise économique de surcroît, la liberté de fixer les prix à leur guise ?

La défense du pouvoir d'achat des salaires passe donc par des mesures simples : l'indexation, mais aussi l'augmentation des bas salaires. Le SMIC à 4 200 F doit aujourd'hui être un véritable minimum vital, assuré à

tous, salariés actifs, comme retraités ou chômeurs. Qui osera défendre l'idée contraire : les plus défavorisés devraient « être patients » ?

Non, il faut l'indexation pour tous, sur la base d'un plancher, fixé au niveau du SMIC revendiqué.

Pour cette véritable défense, il faut cependant ajouter une précision — deux ans après le 10 mai — : comment se fait-il que l'indice INSEE, dénoncé par toutes les organisations de gauche du temps de Giscard, soit encore en fonction ? Qu'est-ce qui empêche d'en avoir un plus « vrai », sous le contrôle des syndicats ?

## Unir les travailleurs, c'est nécessaire

**Q**UI, tous les travailleurs salariés. Et pas seulement jusqu'à deux fois ou une fois et demie le SMIC. De une fois à quatre fois le SMIC revendiqué, on trouve 97,5 % des salariés, voilà le fait à rappeler à ceux qui font de longs discours sur les « disparités de salaires »...

En ajoutant deux questions élémentaires : pourquoi sacrifier certains salariés aux autres ? Serait-il juste, par exemple, de ne pas proté-

ger le salaire d'un ingénieur à 1,7 million par mois, dont la femme serait au chômage alors qu'ils ont quatre enfants ? Cela ne peut créer que des divisions, sans pour autant donner aux travailleurs un contrôle sur cet argent « économisé ».

Quant au salaire « à deux vitesses », proposé par la CFDT et le projet de plan de Rocard, comment le mettre en application sans organiser l'austérité pour la grande masse des

salariés ? Si le salaire réellement protégé est équivalent à une fois et demie le SMIC, la moitié des salariés auront une baisse de leur pouvoir d'achat...

Sur fond de cette régression, qu'est-ce qui empêchera les patrons de donner, à la tête du client, des avantages complémentaires, non déclarables dans les impôts ?

Toute attaque du pouvoir d'achat des salariés, en divisant, renforce les patrons.

## Lutter contre les inégalités, c'est possible

**P**OUR lutter contre les inégalités, on le sait, il faut une réforme de la fiscalité. A deux fois le SMIC, la pression fiscale s'élève à 29 %, à quinze fois l'équivalent du SMIC, elle ne s'élève qu'à 65 % ! Quant à la fiscalité indirecte (représentée à 95 % par la TVA), sa pression n'est que de 6,3 % sur les professions libérales, alors qu'elle est de 13,2 % sur les

ouvriers et les employés.

Quand Edmond Maire donne des « leçons de politique de gauche » en faisant des déclarations sur la fiscalité, pas d'illusions : parce qu'ils ne veulent pas s'en prendre aux privilégiés, propriétaires des moyens de production ou membres de leurs familles, le PS et le PC n'ont pas fait — depuis deux ans ! — la réforme de la fiscalité. On ne pourrait donc

prendre leurs discours actuels sur cette question au sérieux qu'à une condition : que la réforme de la fiscalité soit mise en chantier tout de suite.

Avec un complément évident : la lutte contre la fraude fiscale qui, dans le cadre même de la fiscalité actuelle, s'élève à 90 milliards par an !

## Augmenter le pouvoir d'achat et diminuer le chômage, c'est à l'ordre du jour

**A**UGMENTER le pouvoir d'achat, diminuer le chômage rapidement, oui, cela reste à l'ordre du jour. Non, il n'y a pas à choisir entre « seulement défendre quelques-uns » ou lutter pour que cela « aille mieux » pour tous.

Mais, pour cela, il faut être prêt à affronter les patrons, à contrôler la gestion des entreprises, à orienter autrement la production. Et ceux qui refusent cette perspective, en se

transformant en vulgaires gestionnaires des intérêts du capitalisme en crise, proposent maintenant de sacrifier les revendications les plus immédiates, les plus élémentaires. Et pour réaliser ces exigences patronales, ils inventent des « salaires en deux éléments », ils font croire à des divisions énormes au sein même de la classe ouvrière.

Ne les croyons pas un instant : toutes les réalités que nous avons citées ici, ils les connaissent autant

que nous, puisqu'elles figurent noir sur blanc dans les études officielles des services ministériels.

Changer la vie de tous les jours, mettre fin à l'austérité et au chômage, imposer une politique au service des travailleurs, ce n'est pas demander la lune. C'est réaffirmer les besoins élémentaires, tout comme la défense sans concession du pouvoir d'achat des travailleurs.

Pierre Rème

## Pour battre la droite, il faut changer de politique

### 2. Imposer une politique au service des travailleurs

**P**ARCE que, avec les municipales, la sanction électorale va tomber, le gouvernement s'efforce de grimer le bilan de son action. Il faut, au contraire, aller à l'essentiel : la conversion à la rigueur, qui est rattachement à une politique d'austérité.

Qu'est-elle, cette rigueur ? Sinon un ensemble cohérent de mesures qui visent à combiner baisse du pouvoir d'achat des travailleurs, diminution des dépenses de protection sociale et restriction des budgets sociaux... C'est-à-dire une politique dont l'objectif est de modifier la répartition entre salaires et

profits, la diminution massive du temps de travail sans perte de salaire. Là où la bourgeoisie décide la remise en cause des acquis, le démantèlement des systèmes de protection sociale, le bradage des programmes sociaux et éducatifs, il faut réaliser une politique sociale de satisfaction des besoins populaires.

**I**RRÉALISME et utopie que tout cela ? L'irréalisme, il est du côté de ceux qui, se réclamant des travailleurs, engagent aujourd'hui une politique d'attaques contre les intérêts ouvriers

par Alain Krivine

profits. Au bénéfice des seconds et au détriment des premiers. Ressort de toutes les politiques des gouvernements occidentaux, que ceux-ci font jouer avec plus ou moins de brutalité, mais qui constitue leur dénominateur commun.

En s'engageant sur cette voie, d'une façon on ne peut plus claire à partir de juin 1982, avec le blocage des salaires, le gouvernement Mauroy, ne pouvait ignorer quel choix il faisait. C'était tourner le dos à l'aspiration du 10 mai qui affirmait la volonté majoritaire d'en finir avec le chômage et l'austérité. Mais, en outre, c'est un pari suicidaire.

Car, qui peut croire qu'une telle politique a quelque chance de succès ? C'est penser que la gauche pourrait réussir en menant une politique qui est celle de la droite. Car c'est la droite, qui des années durant, a expliqué que les « contraintes de la crise » devaient obliger les travailleurs à accepter les sacrifices, le chômage, la remise en cause des acquis ! Car c'est la droite qui prétendait qu'il fallait favoriser les profits, pour assurer la relance des investissements qui permettraient de créer des emplois !

Et la gauche n'a pas été élue pour reprendre à son compte ces sornettes et nous les seriner, sans même en changer la musique... Augmentation des profits ne veut pas dire croissance des investissements. Et investissement ne veut pas dire création d'emplois. Telle est la loi — que nul n'est censé ignorer — du capitalisme.

**C'**EST pourquoi, quels que soient les ripeaux dont on prétend parer une telle politique, du type « nouvelles solidarités » ou « intérêt national », la rigueur signifie alignement sur les intérêts capitalistes. Et, par voie de conséquence, attaques contre les travailleurs.

« On ne peut pas faire autrement ! », tel est le lamento du PS et du PCF. Mais, si les travailleurs leur ont donné la majorité, c'est, précisément, pour « faire autrement ».

Non pas céder aux impératifs capitalistes et capituler devant les exigences de la bourgeoisie. Mais s'appuyer sur la mobilisation des travailleurs afin de satisfaire les revendications.

C'est dire que la juste politique consisterait à inverser les termes du problème. Là où la bourgeoisie exige baisse des salaires, il faut opposer défense du pouvoir d'achat et augmentation des salaires les plus bas. Là où la bourgeoisie décrète licenciements, chômage, travail précaire et à temps partiel, il faut imposer le droit à un emploi stable, qualifié, à

temps complet, pour toutes et les acquis gagnés par des décennies de luttes. L'utopie, elle est du côté de ceux qui, affichant l'ambition de lutter contre le chômage et de sortir de la crise, s'appuient sur le jeu des mécanismes capitalistes qui ne peuvent qu'accentuer la crise et aggraver le chômage. Le rêve insensé, il est le fait de ceux qui, prétendant réformer le capitalisme, affaiblissent la classe ouvrière, lui portent des coups, tout en lui chantant la berceuse des « nouvelles solidarités » ; pendant que les privilégiés, les vrais, ceux qui détiennent les moyens de production, ricanent et se frottent les mains...

Au contraire, une véritable politique de changement, ancrée dans la défense intransigeante des intérêts ouvriers, n'a rien d'utopique. Aujourd'hui, il s'agit de comprendre que la machine économique est bridée par les impératifs du profit capitaliste et que déclarer la guerre au chômage, développer la production, suppose de faire sauter ces blocages. Si des millions de bras et de têtes sont disponibles, les besoins sociaux non satisfaits sont immenses, en matière de logements, de santé, d'éducation, pour ne prendre que ces exemples... Sortir de la crise, c'est décider que l'économie doit être réorientée en fonction de cette double donnée : fournir un emploi à tous, pour qu'ainsi il soit répondu aux besoins populaires.

Commencer par utiliser le secteur nationalisé à ces fins, en le centralisant, en l'étendant, en planifiant la production. Contrôler les échanges extérieurs en les redéfinissant. Telle est la voie pour en finir avec la crise capitaliste et son cortège de misères, d'injustices et d'exploitation.

Encore faut-il en avoir la volonté politique !

Car l'obstacle est moins économique que politique. La question n'est pas, en effet, celle des « moyens financiers ». Dans un pays développé comme la France, ces moyens existent. Ils sont gelés par la spéculation ou les « mises à l'abri », inutilisés ou gaspillés dans des dépenses improductives. La question est politique : la bourgeoisie ne peut que s'opposer farouchement à une orientation de ce type qui attaquerait de front ses intérêts et saperait les fondements de ses privilèges et de sa domination.

Mais le choix est bien celui-là : combattre la bourgeoisie ou faire son jeu. Mobiliser les travailleurs pour un combat dont ils voient l'enjeu avec évidence. Ou les démoraliser en menant une politique impossible à différencier de celle de la droite. C'est bien l'alternative devant laquelle nous sommes placés.



# Des salles remplies, des débats ouverts

## « L'apolitisme à Lyon en a pris un coup »

**F**RANCISQUE COLLOMB, actuel maire de Lyon « apolitique », candidat sur les listes UDF aux Européennes, sera-t-il chassé par Michel Noir, le jeune loup chiraquien ? C'est malheureusement la question qui fait le plus couler d'encre à Lyon, comme dans la presse nationale. La bataille dans la majorité fait rage et tous les « coups bas » sont permis. Lyon aussi a son scandale immobilier, l'affaire de la SACVEL, mais c'est apparemment l'équipe de Noir qui a révélé le dossier. Une chose est sûre, le traditionnel « apolitisme » lyonnais ne se remettra pas de la bagarre. Ce sont bien deux groupes de pression de la bourgeoisie lyonnaise qui s'affrontent et Barre a beau essayer de jouer les arbitres, le terrain est miné.

La gauche unie, PS, PCF, PSU, MRG et autres « apolitiques de gauche », espère bien profiter de ces primaires à droite. Gérard Collob (ne pas confondre avec Francisque) mène lui aussi une campagne offensive, dans la presse, radio, télé, et sur les murs. Mais malgré la descente de nombreuses personnalités (Fabius, Mermaz, Henu, Mauroy), les réunions-meetings sont bien maigres. Sans comparaison avec celles de la dernière campagne présidentielle.

Les listes LCR/LO. « La voix des travailleurs contre l'austérité », présentes dans les 3<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup> arrondissements, ainsi qu'à Villeurbanne, se sont donc présentées dès le départ sur un terrain déjà singulièrement occupé.

Mais, preuve que nos propositions font mouche, la première conférence de presse LCR/LO, bien relayée dans la presse, et surtout à la télévision, a connu un



succès d'attention important dans les entreprises, bureaux, bahuts où sont présents les militants des deux organisations.

Pour sa part, la section de la

LCR a fait de la campagne un test. Faire reconnaître la section de Lyon comme une force politique à part entière. On peut déjà dire que nous avons gagné plusieurs batailles.

### Une campagne test

D'abord, le simple fait d'avoir réussi à composer les listes, avec de nombreux militants et militantes qui avaient fait un bout de chemin jusqu'à présent avec nous et ont accepté de s'engager dans la campagne. Ensuite, en menant la souscription, et c'est dur en cette période, nous avons déjà collecté 25 000 francs. Quant à la bataille d'affichage, des médias, des marchés, elle est en passe d'être gagnée. C'est, en quelque sorte, l'« image sur les murs » de la place que prend la LCR sur la ville aujourd'hui. Toute la place qui lui revient.

Sur le 3<sup>e</sup> arrondissement, où nous sommes en tête de liste, c'est la droite qui est majoritaire, c'est Francisque Collob qui est président du conseil d'administration de l'hôpital Edouard-Harriot. La liste est massivement constituée d'hospitaliers et d'hospitaliers, de ceux qui ont mené la lutte l'an dernier, contre les licenciements, pour la titularisation. Nous organisons, sur l'hôpital, une réunion publique, en commun avec les camarades de LO qui militent aussi dans l'entreprise.

Et c'est cet exemple que prenaient, entre autres, les militants, pour répondre à des camarades du PS « atterrés » parce que « la liste LCR/LO allait faire le jeu de la droite », dans cette circonscription tenue par la gauche, « 40 000 menaces de licenciements dans la chimie, c'est cette politique-là, camarades du PS, l'inverse du changement, qui fait le jeu de la droite, notre liste n'en est pas responsable. »

Le meeting unitaire avec Arlette Lagullier et Alain Krivine a lieu le 2 mars. La préparation est active : caravanes avec voiture sono, collages quotidiens, diffusions unitaires sur les marchés... les comités de soutien mis en place par circonscription ne chôment pas.

Le 3<sup>e</sup> arrondissement c'est aussi la présence massive de travailleurs immigrés dans certaines zones. Le Comité de soutien a diffusé sur les marchés un tract bilingue, faisant le lien entre les luttes de Renault et de Citroën et les promesses, non

tenues, dans ce domaine-là aussi. Le 3<sup>e</sup> arrondissement, où les camarades de LO sont en tête de liste, est très important pour nous. La liste est composée d'un tiers de travailleurs de la métallurgie, dont ceux qui ont participé aux luttes de Paris-Rhône, Vidéoolor. Un militant du PCF de Vidéoolor a décidé de « quitter le parti », pour rejoindre nos listes, en expliquant dans son entreprise, comme dans les instances du PCF.

### Menaces sur la chimie

La campagne est liée de manière immédiate aux préoccupations des travailleurs. Comme dans la chimie, où 40 000 emplois sont menacés, une « sidérurgie lorraine bis ». C'est le thème de la campagne menée sur Feyzin et St-Fons, et reprise sur Valze, dans le 9<sup>e</sup> arrondissement. Une réunion publique se tient sur ce thème.

## Bloc-notes sur la banlieue parisienne

### LUNDI 22 CITROEN-LEVALLOIS

14 h, la maîtrise est massée derrière les fenêtres, chef du personnel en tête. Le quart d'après-midi arrive par petits groupes, ils écoutent en passant la prise de parole d'Alain Krivine. La surveillance des chefs, derrière les vitres, sera largement commentée l'après-midi dans l'usine.

15 h, c'est la sortie du quart d'après-midi, entre 70 et 100 travailleurs, immigrés pour la plupart, se regroupent autour de la voiture sono. Alain Krivine démonte les malcoeurs de la direction Citroën et de la CSL, et condamne l'attitu-

### UAP La direction interdit une réunion

Il y a quelques semaines, le gouvernement désignait à la tête de l'UAP, grand groupe national d'assurances, Yvette Chassagne, première femme-préfet et militante socialiste en remplacement de l'ancien P-DG giscardien.

Le changement allait-il enfin se concrétiser dans l'entreprise ? La réponse est venue le 22 février. Ce jour-là, le CE de l'établissement de la rue Jules-Lefèvre, dans le 9<sup>e</sup> arrondissement de Paris, en accord avec les organisations syndicales qui en sont parties prenantes, offrait ses locaux à la LCR pour y tenir une réunion d'information. Rien là qui ne soit conforme à la tradition locale, puisque, avant le 10 mai 1981, les syndicats CGT et CFDT ont imposé le droit d'expression politique dans l'entreprise. Des initiatives d'information et de débat avaient par exemple été organisées au moment du vote de la loi Sécurité et Liberté. Plus récemment, le PCF avait pu bénéficier des mêmes possibilités dans les locaux du CE.

Mais il faut croire que l'annonce d'une réunion de la LCR a été jugée intolérable par la direction de l'UAP, puisqu'elle l'a interdite et à même requis les services d'un huissier — en l'occurrence un spécialiste des spots publicitaires à la télévision — pour relayer les noms des participants. Ce qui d'ailleurs n'a pu empêcher le déroulement de l'assemblée, les représentants syndicaux du personnel se montrant déterminés à faire respecter la possibilité pour tous de s'exprimer dans l'entreprise.

Les questions que se posent quelques anciens militants d'extrême gauche, plutôt désorientés, laissent la salle réservée.

Mais le débat s'anime avec l'intervention d'un militant ouvrier du PS. « Je suis assez d'accord avec les remarques que tu fais, Krivine, sur la politique actuelle. Mais je me bats, moi, dans le PS pour faire avancer les idées. Il ne faut pas que les ouvriers quittent leurs partis. Il ne faut pas les encourager à quitter le PS. Il faut au contraire qu'ils y prennent le pouvoir » explique le camarade. « Et qu'ils prennent le pouvoir dans la LCR aussi, d'ailleurs », ajoutera-t-il.

C'est ensuite un militant du PCF, responsable de la CGT locale, qui intervient. « Je suis catastrophé par la facilité avec laquelle certains proposent l'abstention, c'est directement faire le jeu de la droite. Bien sûr que la politique actuelle n'est pas totalement satisfaisante mais on ne peut faire

### Fréquence libre 100,6 MHz

Dimanche 6 mars, à partir de 20 h 30, soirée spéciale municipales. Les listes alternatives, de la gauche critique et de l'extrême gauche. Invités, débats, commentaires, réactions. Direct avec de nombreux « points chauds ». Toutes les heures en direct de Berlin avec les alternatives allemands sur les résultats électoraux en RFA. 22 h 30 : débat sur le deuxième tour, avec des représentants des listes de gauche, d'extrême gauche et des écologistes. Téléphone sur l'antenne : 245 44 46.

choisis ! « Alors ? C'est pas remarquable qu'il y avait matière à critiquer sur la politique du gouvernement, non ! », lui rétorque un militant.

### LEVALLOIS

18 h, 140 personnes dans la salle où se tient le meeting commun LCR/LO. Une salle ouvrière, des « plus de 45 ans », des jeunes, mais peu d'immigrés. La salle est très chaleureuse, les applaudissements fusent et les rires éclatent lorsqu'Alain Krivine cartonne les patrons « qui font le chantage à la feuillette, tandis que 500 milliards fuient vers les banques suisses et que le gouvernement leur fait cadeau sur cadeaux. »

« Mais est-il vraiment possible de faire une autre politique, économiquement ? » : c'est une des premières questions posées. La discussion a été longue à démarrer, ceux qui sont dans la salle sont plutôt d'accord et convaincus qu'il faut voter pour la liste LCR/LO. Alors, « est-ce qu'on va maintenant, après la campagne, pouvoir accélérer la réunion de la LCR et de LO dans un même parti, demande un militant, faire un parti en commun ? »

Des camarades de LO, expliquent leur position sur l'abstention et, faits à l'appui, démontrent comment la gestion d'une municipalité de gauche doit se couler dans le moule de la politique gouvernementale.

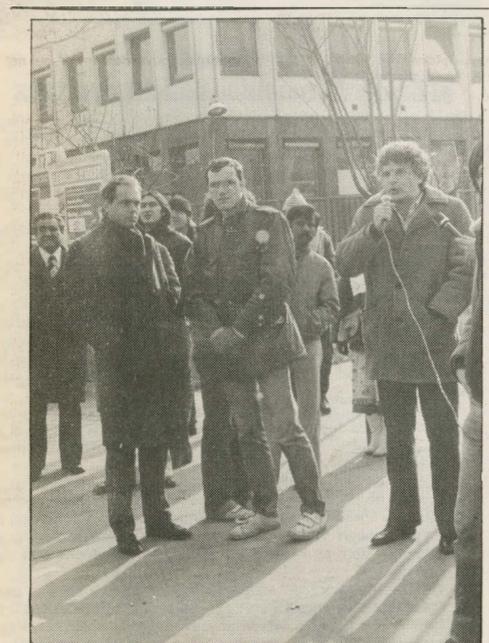
### GENNEVILLIERS

20 h 30, 170 personnes dans la salle, c'est un gros meeting pour la section locale. Une large majorité de travailleurs dans la salle : de Chausson, où ils viennent de lutter pendant plusieurs semaines, Gérard Vidal, responsable syndical sur l'entreprise est tête de liste ; de la Thomson, où travaille le camarade de LO, deuxième de liste.

Les questions que se posent quelques anciens militants d'extrême gauche, plutôt désorientés, laissent la salle réservée.

Mais le débat s'anime avec l'intervention d'un militant ouvrier du PS. « Je suis assez d'accord avec les remarques que tu fais, Krivine, sur la politique actuelle. Mais je me bats, moi, dans le PS pour faire avancer les idées. Il ne faut pas que les ouvriers quittent leurs partis. Il ne faut pas les encourager à quitter le PS. Il faut au contraire qu'ils y prennent le pouvoir » explique le camarade. « Et qu'ils prennent le pouvoir dans la LCR aussi, d'ailleurs », ajoutera-t-il.

C'est ensuite un militant du PCF, responsable de la CGT locale, qui intervient. « Je suis catastrophé par la facilité avec laquelle certains proposent l'abstention, c'est directement faire le jeu de la droite. Bien sûr que la politique actuelle n'est pas totalement satisfaisante mais on ne peut faire



Prise de parole d'A. Krivine devant l'usine Citroën-Levallois

passer sous la table comme ça, les 39 heures, la 5<sup>e</sup> semaine, la retraite à soixante ans... » Des camarades de LO lui répondent en montrant les résultats concrets de ces mesures sur leurs conditions de travail. « C'est du vent ! » Avant de conclure, Krivine soulignera : « C'est très positif qu'un débat fraternel puisse se tenir, comme ce soir, entre des militants qui partagent des orientations différentes dans le mouvement ouvrier. »

### MARDI 23

Meeting à Vitry-sur-Seine, 200 personnes, une dizaine de travailleurs immigrés. Rémi Sabatier, ouvrier de la centrale EDF, militant de la LCR présidait la réunion. « Une liste pas comme les autres, sans notables, mais avec des gens simples, des travailleurs, 35 ouvriers et employés, et pas besoin de la loi sur les quotas pour y trouver 36 % de femmes. »

Raymond Gabet, technicien à Rhône-Poulenc, militant de Lutte ouvrière, présente la liste. « Les travailleurs de Rhône-Poulenc, nombreux dans la salle, sont bien placés pour tirer un bilan des entreprises nationalisées. Quand la municipalité communiste présente l'usine comme un atout pour la commune, elle oublie les effectifs en baisse, et les pertes de salaires constatées aux 38 heures. Alors la réponse c'est 12 ouvriers de Rhône-Poulenc sur la liste »

Après l'intervention d'Alain Krivine, le débat s'ouvre avec un militant du PC « qui vient de quitter le parti ». « Ne faut-il pas, malgré tout, faire bloc contre la droite au premier tour ? » Un groupe de militants socialistes, ensuite, parmi lequel une conseillère de Vitry :

## Echos de province

### MONTBELIARD

CENT cinquante personnes au meeting de soutien à la liste LO/LCR, avec A. Krivine au théâtre de Montbeliard, jeudi 17. Christian Driano, militant de LO, ouvrier professionnel à Peugeot est tête de liste. Quatre-vingts travailleurs des usines Peugeot, dont la plupart travaillent dans les secteurs où les camarades de LO militent, étaient présents dans la salle.

Jean-Michel Maître, pour la LCR, présente la liste composée de 19 femmes et 20 hommes : 14 ouvriers, 3 employés, 3 mères de famille, 6 infirmières à l'hôpital de Montbeliard et 4 enseignants, « une liste à l'image de la population travailleuse de la ville », il évoque ensuite les promesses non tenues du PS et du PCF, insistant notamment sur le droit de vote pour les immigrés et la nationalisation de Peugeot.

### GRENOBLE

Salle comble : 250 personnes ont participé au meeting commun LO/LCR avec A. Krivine. Malgré un black-out systématique de la presse écrite et parlée. Un meeting de travailleurs et de jeunes, à l'image de la liste qui compte des militants de toutes les grandes entreprises de la ville.

Après l'intervention de Vitton Mea, militant de la LCR, ouvrier mécanicien et tête de liste, et de R. Calmel, militant de LO, A. Krivine expliquait le sens du combat des révolutionnaires dans ces élections. Un débat fraternel s'ensuivit : « aider les entreprises, c'est en fait « aider les patrons, leur donner l'argent des travailleurs pour qu'ils continuent à licencier ». Réduire le temps de travail, faire baisser les licenciements, Caeberd... Un groupe de travailleurs d'Eu-

## Sedan une liste de chômeurs

LA liste « Travailleurs et chômeurs pour le droit à l'emploi », à Sedan, est composée à 50 % de chômeurs. Sur 25 000 habitants, la ville compte plus de 2 000 personnes à la recherche d'un emploi.

L'initiative de constituer une liste s'est démarrée avec trois noms, et l'appui du comité de chômeurs. Elle est aujourd'hui complète : 700 per-

### en bref

**BESANCON** : 260 personnes au meeting commun avec la participation d'Alain Krivine. Beaucoup s'étaient encore jamais assisés à un meeting des révolutionnaires.

**CREIL** : 220 personnes, salle comble au meeting commun LCR-LO-LOR avec Arlette Lagullier. Beaucoup d'immigrés, travailleurs de Chausson notamment, ont milité le camarade de LO tête de liste. Débat tourné sur le problème de l'abstention au second tour, à partir de questions de la salle.

Même si l'écho de presse a été restreint, c'est un succès important sur Créil. La « troisième liste », LCR-LO-LOR a « percé » sur la ville.

**RENNES** : meeting commun avec Arlette Lagullier et Alain Krivine.

### COUP D'OEIL SUR NOS LISTES !

80 listes, 3 702 candidats. 81 % de salariés, ouvriers et employés.

19 % de ménagères, chômeurs, retraités, étudiants.

40 % de femmes, dont 25 % des têtes de listes.

Age moyen : 31 ans.

par exemple, ou Vittoriano a été joué chez les bourreaux Hasean II. 414 F de collecte recueillies à la fin du meeting.

Correspondant

potungatène, entreprise locale où 400 licenciements sont programmés, proposeront une liste « solidarité Eurotungatène ». La LCR explique pourquoi elle jour avait proposé de constituer une liste unique.

Enfin, alors que Dubedout, maire socialiste sortant, vient de révéler à Grenoble le ministre népotentiaire d'Iraël en France, rendez-vous fut pris pour le meeting organisé la semaine prochaine avec de nos camarades israéliens, membre de la LCR (section de la IV<sup>e</sup> Internationale dans l'Etat d'Iraël), illustrant ainsi que la lutte contre l'austérité était inséparable du combat anti-impérialiste.

Correspondant

porte son soutien ainsi qu'une partie des militants du PSU local. Dans la CFDT, une bataille contre la liste est menée par la direction locale sur le thème : « C'est une liste de droite soutenue par la LCR ! »

Pour le moment, en tout cas, la liste est pratiquement seule à mener campagne.

Correspondant

plus de 400 participants. Beaucoup de jeunes et de « têtes nouvelles ». Tous sont restés jusqu'au bout écouter les orateurs... malgré la température d'une salle privée de chauffage : 4 ° ! Une centaine de personnes se sont retrouvées ensuite avec les militants de la LCR et Alain Krivine, dans une crêperie, pour... continuer la discussion.

**DIJON** : 400 personnes au meeting commun avec Arlette Lagullier. Deux fois plus qu'au meeting de l'UG avec Bérengovoy. Gros succès d'audience donc, malgré les vacances scolaires en cours. On notait une forte participation des « plus de quarante ans ». Audience attentive, violemment venue pour écouter les propositions des révolutionnaires, peut-être plus que pour en débattre.

# Rouge

# Lutte Ouvrière

n° 4 - Février 1983

## les listes « la voix des travailleurs contre l'austérité »

L'accord conclu entre Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire permettra que quatre-vingt listes « la voix des travailleurs contre l'austérité » soient présentes aux élections municipales du 6 mars prochain.

C'est loin d'être négligeable puisque les quatre-vingt communes où seront ainsi présentes les listes soutenues par Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire sont, à une ou deux exceptions près, des grandes villes ou des banlieues ouvrières, regroupant un peu plus de quatre millions d'électeurs. En votant pour ces listes présentées par les révolutionnaires, les travailleurs auront ainsi le choix de voter contre la droite et de voter clairement à gauche, en condamnant ouvertement une politique gouvernementale qui ne sert que les capitalistes et leurs politiciens.

Voter pour ces listes sera pour les travailleurs, un geste politique clair aussi bien vis-à-vis de la gauche gouvernementale que vis-à-vis de la droite. Mais ce sera aussi voter pour l'un des leurs.

Les candidats de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire ne sont pas des politiciens professionnels. Sur les 3 702 candidats qui constituent les listes « la voix des travailleurs contre l'austérité », 81 % sont des salariés, ouvriers et employés des secteurs public ou privé, les 19 % restants étant des ménagères, des chômeurs, des retraités. Leur âge moyen est 31 ans. 40 % de ces candidats sont des femmes : c'est un chiffre significatif comparé à celui des listes de droite et même des listes de gauche pour qui le « quota » légal de 25 % de femmes sur les listes municipales un moment évoqué, est considéré de fait comme un maximum difficile à atteindre.

Les listes « la voix des travailleurs contre l'austérité » sont ainsi à l'image de la politique qu'elles défendent et que leur titre exprime : des listes constituées de travailleuses et de travailleurs ; pour que les travailleuses et les travailleurs puissent vraiment faire entendre leur voix.



### Villes où seront présentées des listes « La voix des travailleurs contre l'austérité »

#### Province

Albi  
Alençon  
Alès  
Amiens  
Bayonne  
Belfort  
Besançon  
Blois  
Bordeaux  
Bourges  
Brest  
Carnoules (Var)  
Castres  
Cenon  
Chambéry  
Clermont-Ferrand  
Creil  
Dijon  
Dreux  
Grenoble  
Joué-les-Tours  
Le Havre  
Le Puy

Lille  
Limoges  
Lyon 3<sup>e</sup>  
Lyon 8<sup>e</sup>  
Lyon 9<sup>e</sup>  
Marseille 1<sup>er</sup>  
Marseille 6<sup>e</sup>  
Martignes  
Montbéliard  
Montpellier  
Nancy  
Nantes  
Orléans  
Pau  
Perpignan  
Pessac  
Poitiers  
Reims  
Rennes  
Roubaix  
Rouen  
Saint-Chamond  
Saint-Nazaire  
Saint-Etienne-  
du-Rouvray

Sotheville-  
lès-Rouen  
Strasbourg  
Toulouse

Tours  
Troyes  
Vierzon  
Villeurbanne

#### Région Parisienne

PARIS 11<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>,  
18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>

DANS L'ESSONNE :  
Evry  
Massy

DANS  
LES HAUTS-DE-  
SEINE :  
Clichy  
Gennevilliers

Issy-les-Moulineaux  
Levallois  
Malakoff  
Nanterre

DANS LA SEINE-  
SAINT-DENIS :  
Aubervilliers  
Aulnay-sous-Bois  
Bobigny  
Les Lilas  
Saint-Denis  
Saint-Ouen

DANS LE VAL-DE-  
MARNE :  
Créteil  
Villejuif  
Vitry

DANS LE VAL-D'OISE :  
Argenteuil  
Pontoise

DANS LES YVELINES :  
Trappes

### GRAND MEETING A PARIS

de la liste  
« La voix des travailleurs  
contre l'austérité »

Avec

**Alain Krivine**  
**Arlette Laguiller**

**Vendredi 4 mars**  
**à 20 h 30**

**Sous chapiteau**

face au n° 149, Av. de Choisy,  
Paris 13<sup>e</sup>  
Métro : Tolbiac ou Place d'Italie

Le texte que nous publions ci-dessous est celui de la profession de foi des listes « La voix des travailleurs contre l'austérité » qui sera envoyée aux électeurs dans les communes où celles-ci seront présentes.

**Votez  
pour  
la liste**

**La voix des  
contre l'a**

**Travailleurs, travailleuses,**

En votant le dimanche 6 mars, vous n'allez pas seulement élire un maire ou un conseil municipal, vous ferez aussi un geste politique car il ne peut y avoir de gestion municipale en faveur des travailleurs si, à l'échelle nationale, la politique qui est faite est celle des banques, des trusts, des capitalistes.

**Pas question de voter  
pour les amis de Chirac,  
Giscard et Barre.**

Sans doute êtes-vous, comme beaucoup, déçus et amers. Plusieurs fois depuis mai 1981, vous avez eu des réactions de colère ou de désarroi devant telle ou telle décision du gouvernement. Car ce n'était pas cela que vous attendiez d'un gouvernement de gauche.

Aujourd'hui, la droite espère tirer profit de votre déception. Mais elle a beau faire semblant de s'intéresser aux chômeurs, aux retraités, aux femmes et même aux travailleurs, vous savez que ce ne sont que mensonges. Le pouvoir, les hommes de droite l'ont eu sans partage pendant tant d'années qu'ils ont pu montrer, plutôt vingt fois qu'une, de quel côté ils étaient : ce sont les amis fidèles des banquiers, des grands groupes industriels et financiers, des possédants haut placés, des trusts du grand commerce. Ils défendent toujours les mêmes intérêts avec le même acharnement. Ils n'ont rien, absolument rien à voir avec vous, travailleurs et travailleuses.

Mais si les représentants de Chirac, Giscard ou Barre dans notre ville se sentent renforcés aujourd'hui, n'est-ce pas la politique de la gauche au gouvernement qui le leur permet, en décevant ceux qui l'ont portée au pouvoir ?

**Il faut donner  
un avertissement  
au gouvernement  
et aux partis de gauche  
qui le soutiennent.**

Dans ces conditions, allez-vous voter pour les candidats du Parti Socialiste et du Parti Communiste comme si de rien n'était ? Comme si vous aviez avalé avec le sourire la diminution des allocations versées aux chômeurs, le blocage des salaires, les atteintes à la Sécurité sociale, les attaques contre les grévistes immigrés, l'amnistie pour les généraux de l'OAS, les courbettes devant Reagan, les subventions à l'école privée, les recules face aux riches et les cadeaux si généreusement distribués aux patrons.

Et tout cet argent, pris dans la poche des travailleurs, ne sert à créer aucun emploi, à développer aucune production utile. Les capitalistes l'utilisent pour spéculer.

On vous dit : il y a les trente-neuf heures, l'augmentation du SMIC, la retraite à 60 ans. Mais le chômage ne diminue pas, le pouvoir d'achat baisse, les retraites sont rognées.

Non, vous qui avez cru que ça allait changer le 10 mai, vous ne pouvez pas vous reconnaître dans cette politique des dirigeants du Parti Socialiste et du Parti Communiste. Vous ne pouvez pas vous sentir solidaires de ce gouvernement qui réserve toute sa rigueur aux travailleurs pendant qu'il prodigue ses faveurs aux possédants.

Et pourtant, les partis qui soutiennent le gouvernement veulent vous persuader que vous n'avez pas le choix, que vous devez voter pour eux sous peine de favoriser la droite. Mais si vous votez pour les candidats de la gauche, vous la laissez dire que vous

êtes d'accord avec ce qu'elle fait et ce qu'elle prépare pour le lendemain des élections. C'est vous le savez, d'autres plans d'austérité sont dans les tiroirs du gouvernement.

**Il y a un moyen de refuser  
ce chantage  
du gouvernement.**

Vous ne pouvez pas l'encourager dans cette voie. Cette fois, vous devez l'avertir que vous ne marchez plus. Parce que c'est la politique d'austérité du gouvernement et des partis qui le soutiennent qui favorise et renforce la droite.

Sur le plan électoral, nous vous offrons, nous, les candidats et les candidates de la liste *La voix des travailleurs contre l'austérité*, le moyen d'exprimer votre mécontentement en vous démarquant de ceux qui veulent critiquer le gouvernement sur sa droite.

La *Ligue Communiste Révolutionnaire* et *Lutte Ouvrière*, qui soutiennent cette liste, sont des formations qui ont toujours dit la vérité aux travailleurs.

Alain Krivine et Arlette Laguiller ont toujours combattu Chirac, Giscard, Barre et consort. Mais ils ont toujours dit ce qu'ils pensent de Mitterrand et de Marchais. Le 10 mai 1981, quand ils ont appelé à voter pour Mitterrand, ils ont mis en garde les travailleurs contre toute illusion.

Aujourd'hui, le président et le gouvernement s'inclinent devant les puissances d'argent et la gauche accumule contre elle le mécontentement des couches populaires, l'hostilité des artisans, commerçants et petits propriétaires en même temps que la haine des possédants et de leurs politiciens.

Jacques Morand (LO)

## • Non au chantage d'une gauche qui fait une politique de droite

Ces élections municipales sont des élections politiques. Le fait que les possibilités des conseils municipaux et des maires, limitées de toute façon, dépendent en grande partie de la politique et de l'action gouvernementale suffirait certainement à l'expliquer. Mais ce n'est pas seulement cela.

Il y a aussi, cette année, la volonté de la droite de tirer profit des circonstances politiques et d'exploiter le mécontentement que vingt-deux mois de gouvernement de gauche ont déjà provoqué pour tenter d'effacer les pertes subies aux municipales de 1977.

Il aurait pu sembler que la gauche, pour la raison exactement inverse, n'avait pas intérêt à politiser ces élections. Et pourtant le thème principal, essentiel, unique presque,

répété sur tous les tons et avec toutes les nuances possibles par la plupart de ses politiciens (à l'exception peut-être de quelques responsables gouvernementaux prudents) est : « il faut battre la droite ».

Ce n'est pas seulement que la gauche, à son corps défendant, a bien dû riposter à l'offensive politique de ses adversaires et accepter le combat sur le terrain où ceux-ci l'ont placé. C'est que, fondamentalement, droite et gauche ont intérêt à le placer ainsi.

Il faut que la population, tous les travailleurs, soient persuadés qu'il y a un choix décisif duquel dépend leur sort, celui de savoir qui, des politiciens de l'UDF et du RPR ou du PS et du PCF, occupe les postes de gouvernement. Et il faut qu'ils soient aussi persuadés que ce choix dépend du bulletin

de vote qu'ils sont, à intervalle régulier, invités à mettre dans l'urne.

Tout est fait pour les en persuader, du système des institutions jusqu'au mode de scrutin. Ce n'est pas un hasard sans doute si le nouveau mode de scrutin voté par la gauche pour ces élections municipales, sous le couvert d'y introduire un peu plus de proportionnelles, en fait pousse encore à la bipolarisation de la vie politique et essaie de forcer les formations minoritaires à se rattacher et à faire acte d'allégeance aux grands partis.

Des élections d'ailleurs, ce n'est pas cela qui manque et qui va manquer. D'ici 1986, trois sont déjà prévues, les régionales, les européennes, les législatives. Une par an en moyenne, les électeurs

n'auront pas le temps de s'ennuyer.

Peu importe que la plupart de ces scrutins soient pour élire des assemblées sans aucun pouvoir, même formel. A chaque fois, nous pouvons le parier, la gauche va faire campagne sur le thème : « Il faut voter pour nous car sinon vous allez favoriser le retour de la droite ».

Car c'est bien au moment où la gauche est au gouvernement qu'elle doit déployer encore plus d'efforts pour persuader les travailleurs d'une différence qui n'existe pas. Quand depuis deux ans, un gouvernement de gauche multiplie les cadeaux aux capitalistes, mais bloque les salaires, diminue les allocations aux chômeurs, fait payer de toutes les façons la crise aux travailleurs et aux petites gens, bref, mène une

politique de droite, c'est alors que la gauche doit encore convaincre les travailleurs, déçus, désespérés, furieux même parfois, que tout de même elle ou la droite, ce n'est pas la même chose pour eux.

Dans ces circonstances, l'intervention des révolutionnaires doit être une dénonciation sans équivoque de ce faux choix et de ce système truqué. Puisque depuis deux ans chacun fait l'expérience de ce qu'est réellement la politique de la gauche au gouvernement, il nous faut la mettre en pleine lumière, en tirer toutes les conclusions, ouvertement. Oui, les réformistes au gouvernement mènent une politique de droite, n'ont jamais mené et ne mèneront jamais qu'une politique au service des possédants et de la

(Suite en page 4 du supplément)

# Travailleurs contre l'austérité

soutenue par Lutte Ouvrière  
et la Ligue Communiste Révolutionnaire

**Vous devez dire non  
aux politiciens de droite  
et non à l'austérité  
de gauche.**

Certes, cela ne changera pas la face du monde. Aucun bulletin de vote n'a jamais eu ce pouvoir. Mais cela vous permettra au moins de dire ce que vous avez sur le cœur et de faire savoir aux gens qui gouvernent grâce aux voix du peuple qu'il existe une force, à la gauche de la gauche, qui est prête à agir pour changer le cours des choses.

Par leurs luttes, les travailleurs peuvent imposer de ne plus être les victimes désignées de la crise.

Ils peuvent imposer la diminution du temps de travail, sans réduction du pouvoir d'achat, au lieu des licenciements et du chômage. Ils peuvent imposer l'échelle mobile des salaires, pensions et retraites, au lieu des cadeaux aux gros patrons. Et si, comme le prétend le gouvernement, la situation nécessite des sacrifices, il n'y a qu'à prendre sur les profits des industriels et des banquiers, il n'y a qu'à mettre fin aux privilèges des capitalistes.

## Travailleurs, travailleuses,

En votant pour la liste *La voix des travailleurs contre l'austérité*, vous avez le moyen de voter clairement contre la droite et de dire en même temps que vous condamnez la politique d'austérité de la gauche au gouvernement.

Vous pouvez élire des travailleurs et des travailleuses comme vous, qui feront entendre votre voix au conseil municipal et qui

seront toujours à vos côtés dans toutes les luttes pour une vie meilleure.

## Electeurs et électrices socialistes,

Vous voulez voter à gauche mais en protestant contre l'oubli des promesses, les mesures du gouvernement qui protègent les grosses fortunes et celles qui aggravent les conditions de vie des couches populaires et de la classe ouvrière. Notre liste vous donne cette possibilité, sans rien renier de vos choix.

## Electeurs et électrices communistes,

Vous voulez voter à gauche, mais vous n'êtes pas d'accord pour que les dirigeants du PCF soutiennent, au gouvernement et dans les entreprises, une politique qui va à l'encontre des revendications pour lesquelles vous vous êtes battus dans vos usines et vos quartiers. Notre liste vous donne l'occasion de leur faire connaître votre opinion, sans abandonner vos convictions.

## Electeurs et électrices de gauche,

Vous n'approuvez pas le gouvernement, vous souhaitez une politique au service des travailleurs. Même si vous n'êtes pas complètement d'accord avec nos idées, même si vous pensiez vous abstenir parce que vous êtes dégoûtés par le comportement de la nouvelle majorité, vous pouvez faire un geste bien plus clair et nettement à gauche, pour manifester votre mécontentement et votre volonté.

**ALAIN  
KRIVINE  
et  
ARLETTE  
LAGUILLER**

**vous appellent à voter  
pour la liste**

**La voix des  
travailleurs  
contre  
l'austérité**

- C'est un vote qui se portera sur des hommes et des femmes qui sont les ennemis irréductibles de la droite.
- C'est un vote résolument à gauche, mais que les dirigeants du PS et du PCF ne pourront utiliser pour prétendre que vous êtes d'accord avec la politique qu'ils mènent au gouvernement.
- C'est un vote que la gauche entendra, sans que la droite puisse s'en réjouir.

Laurent Carasso (LCR)

# • Refuser la politique d'austérité du gouvernement et barrer la route à la droite : un même combat

Avec les camarades de Lutte Ouvrière, nous allons présenter plus de 80 listes dans les principales villes du pays. Nous sommes certains que l'accord réalisé entre nos deux organisations correspond à ce qu'attendent des centaines de milliers de travailleurs : une voix qui s'élève pour refuser que la gauche mène une politique qui ne profite qu'au patronat, refuser qu'elle bafoue ainsi la volonté exprimée le 10 mai dans le vote contre la droite.

La situation ces dernières semaines dans les usines de l'automobile montre bien où mène la politique d'austérité du gouvernement. Pour juguler les mouvements grévistes qui remettent en cause le blocage

des salaires, le gouvernement se fait directement le partenaire de la direction de Citroën en collaborant aux licenciements de délégués syndicaux.

Et là encore, tout comme elles ont donné leur aval à la politique d'austérité du gouvernement, les directions réformistes du mouvement ouvrier acceptent cette attaque sans développer la solidarité ouvrière.

Nous savons qu'une telle démission dans la défense élémentaire face au patronat est désapprouvée par la majorité des travailleurs de ce pays. Mais comment peuvent-ils imposer leur volonté aujourd'hui ?

Toute grève, toute lutte revendicative rencontre le bar-

rage et la tentative d'isolement des dirigeants syndicaux. Ces derniers emploient systématiquement le chantage au retour de la droite, le chantage au sabotage de l'économie « nationale » pour décourager les travailleurs.

Dans une telle situation qui ne provoque qu'écœurement parmi ceux qui croient au gouvernement de gauche, la responsabilité d'organisations révolutionnaires est grande.

Aider les travailleurs à sortir du chantage que leur impose le gouvernement (« acceptez l'austérité sinon vous provoquez le retour de la droite »), aider à ce que dans les luttes s'organise l'action de la classe ouvrière contre l'austérité.

Les listes que nous présen-

tons dans ces élections peuvent jouer ce rôle. C'est pourquoi nous pensons que malgré les divergences qui nous séparent, l'accord politique passé entre L.O. et la L.C.R., loin d'être un accord de circonstances, répond aux responsabilités que nous avons à prendre. Si les révolutionnaires n'étaient pas présents dans ces élections, ils laisseraient le terrain libre à la gauche pour démoraliser les travailleurs, ils laisseraient le terrain libre à la droite pour chercher à exploiter le mécontentement populaire à son profit, ils favoriseraient une abstention semblable à celle qu'on a connue aux cantonales ou aux prud'homales. Il est très important de donner la possibilité aux travailleurs de

dire vraiment ce qu'ils pensent dans ces élections, alors qu'ils ne peuvent pas encore l'exprimer directement par leur action. Déjà, notre campagne confirme que de nombreux électeurs socialistes et communistes qui pensaient voter pour le changement en votant Mitterrand, nous approuvent et sont d'accord avec notre critique de la politique du gouvernement. Il n'est pas négligeable que des groupes de militants, comme ceux du PSU de Brest, ou ceux des « communistes conventionnels » d'Alençon ou de St-Chamond, se retrouvent à nos côtés dans ces listes.

A l'heure où toutes les directions traditionnelles du mouve-

(Suite en page 4 du supplément)

## Non au chantage d'une gauche qui fait une politique de droite

(Suite de la page 2 du supplément)

bourgeoisie. Oui, ces gens-là sont les ennemis des travailleurs au même titre que les politiciens de droite. Depuis deux ans, les travailleurs n'ont rien eu d'autre de la part des partis socialiste et communiste. Et ils n'ont rien à en espérer d'autre dans la période qui vient. Avec des accents divers, Rocard, Maire ou Mauroy ont déjà annoncé la couleur.

Bien sûr, les révolutionnaires pourraient être solidaires de ces partis réformistes attaqués par la droite en tant que représentants des travailleurs, mais sur les terrains où les travailleurs pourraient intervenir justement : la rue, les usines, les grèves. Pas dans des élections où les partis réformistes sont, au contraire, solidaires de la droite pour piéger les travailleurs.

C'est cette dénonciation sans ambiguïté de la politique du gouvernement et de la politique des partis qui le soutiennent que permet la présentation des listes « la voix des travailleurs contre l'austérité » soutenues par nos deux organi-

sations Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire. Du simple fait de présenter des candidats qui dénoncent tout autant la politique de la gauche gouvernementale qu'ils s'opposent à la droite, les révolutionnaires mènent une campagne clairement opposée à tout le système électoraliste dans lequel les représentants politiques de la bourgeoisie, toutes nuances confondues, veulent enfermer les travailleurs.

Si nos deux organisations ont d'ailleurs pu mener en commun cette campagne et se présenter ensemble dans ces élections, ce n'est pas seulement parce que nous sommes deux organisations trotskystes qui ont depuis longtemps de bonnes relations. C'est qu'aujourd'hui nous nous retrouvons d'accord pour une dénonciation sans concession de la politique du gouvernement.

C'est dans le droit fil de cette politique et de cette campagne électorale sans ambiguïté que Lutte Ouvrière estime que là où les révolutionnaires ne peuvent présenter de candidats, il ne peut pourtant pas être question pour nous

d'appeler les travailleurs à donner leur caution au gouvernement en votant pour les listes du Parti Socialiste et du Parti Communiste, que ce soit au premier tour ou au second.

Bien sûr, beaucoup de travailleurs vont être sensibles au chantage que leur fait la gauche gouvernementale. Y compris parmi ceux qui sont déçus ou écœurés par ces deux ans, le sentiment que tout de même il ne faut pas laisser passer la droite risque de prévaloir. C'est sur ce réflexe, qui a été transformé quasiment en automatisme, que la gauche réformiste joue à chaque élection pour arracher une approbation de sa politique. Car, après les élections, ne doutons pas que le gouvernement présente les votes qui se seront portés sur les candidats des partis gouvernementaux comme une caution à sa politique, comme il présenterait une éventuelle victoire de la droite comme un désir du corps électoral de le voir mener une politique de droite. Le piège, c'est que les travailleurs méfiants qui auront voté pour battre la droite verront utiliser leur vote contre eux-mêmes, pour les persuader que la classe



Jacques Delors avec Yvon Gattaz; une politique gouvernementale qui ne sert que les capitalistes et leurs politiciens

ouvrière approuve la politique dont ils ne veulent pas, approuve une politique de droite justement. Les mêmes qui les appellent à battre la droite aujourd'hui sauront leur dire après : « Pourquoi osez-vous faire grève alors que notre politique a été approuvée démocratiquement par les travailleurs eux-mêmes ? ».

Nous ne sommes plus dans une situation où la politique de la gauche était pour les travailleurs encore une inconnue pleine d'espoir, parce qu'il y avait si longtemps qu'elle n'avait été au gouvernement que l'expérience en était oubliée.

La tâche des révolutionnaires est d'aider les travailleurs à prendre conscience qu'il n'est

pas vrai que la seule perspective qui leur est offerte est tracée par le choix électoral, affligeant et démoralisant, entre une droite ennemie et une gauche qui ne sait et ne peut mener qu'une politique de droite. Notre politique dans les élections doit correspondre à cette tâche, là où nous présentons des candidats, comme là où nous n'en présentons pas.

Nous ne savons pas si les vieux réflexes électoralistes vont encore jouer à plein dans ces élections municipales. Mais notre rôle n'est certainement pas de les encourager. Et de toute façon, c'est l'au-delà des élections que nous devons préparer.

Jacques MORAND (LO)

## Refuser la politique d'austérité du gouvernement et barrer la route à la droite : un même combat

(Suite de la page 3 du supplément)

ment ouvrier, des partis et syndicats, conjuguent leurs énergies pour empêcher la remise en cause des décisions du gouvernement, seule l'apparition d'une force politique déterminée, qui dise la vérité aux travailleurs, peut réellement faire avancer la situation.

Les trotskystes peuvent, dans les mois qui viennent, gagner la confiance de nombreux travailleurs qui fondent encore leurs espoirs dans le PS et le PC, la confiance de nombreux travailleurs découragés par ces partis, mais qui ne voient pas aujourd'hui un autre choix à gauche. Nous comprenons bien que de nombreux travailleurs écœurés par la gauche veuillent s'abstenir dans les élections municipales qui

viennent, comme certains se sont abstenus lors des élections prud'homales de décembre. Nous espérons que là où nous sommes présents avec nos listes, ces travailleurs saisiront l'occasion de dire en positif ce qu'ils pensent, de montrer qu'ils sont toujours à gauche mais qu'ils rejettent ce que fait Mauroy.

Mais ailleurs, là où il n'y aura pas nos listes, nous ne devons pas encourager l'abstention. Ce geste peut être un désaveu du gouvernement, mais les seuls qui pourront en tirer avantage seront les partis de droite qui en profiteront pour redoubler d'arrogance... et ceux de gauche qui y trouveront prétexte pour obéir avec plus de zèle aux exigences du patro-

nat, puisque les voix de droite auront été majoritaires.

C'est pourquoi, sans aucune hésitation, nous la LCR, appellerons à voter pour les listes du PS et du PC, là où nous ne serons pas présents au premier comme au second tour. Comme nous le disons en commun dans cette campagne, les travailleurs ont fait l'expérience de la droite pendant 23 ans, il n'est pas question de lui donner l'occasion de se remettre en selle.

Nos listes, « la voix des travailleurs contre l'austérité » permettent aux travailleurs de dire qu'ils sont de gauche, qu'ils ne veulent pas du retour de la droite au gouvernement, et qu'ils ne veulent pas d'une politique d'austérité, même si

c'est la gauche qui la mène. Aussi là où ils ne pourront pas dire cela, où ils ne pourront pas faire un vote de gauche contre l'austérité, la seule chose utile qui restera à faire sera sans aucune illusion et sans aucune réserve voter contre la droite, car aucun travailleur n'a intérêt à la laisser profiter de la situation.

Oui, ces élections sont l'occasion de faire entendre une voix intransigeante, la voix des travailleurs contre l'austérité. Cette voix, c'est l'écho du combat mené jour après jour dans les entreprises par les militants de LO et de la LCR. Indépendamment du score que nous réaliserons, il faudra donc saisir toutes les occa-

sions pour mettre à nouveau nos forces en commun, pour empêcher ce gouvernement et les partis qui le soutiennent de prétendre parler au nom des travailleurs ; pour empêcher aussi le patronat et la droite de profiter du désarroi qu'entraîne une telle politique pour refaire leurs forces et remettre en cause le choix fait par les travailleurs le 10 mai. Car ce choix n'était pas celui d'une politique d'austérité faite par la gauche, mais bien celui d'en finir avec une politique au service du patronat, avec l'austérité et le chômage.

Laurent CARASSO (LCR)

## Un supplément mensuel commun

Lutte Ouvrière et Rouge publient un supplément mensuel commun. Cette publication ne signifie pas que les divergences qui séparent nos deux tendances ont disparu. C'est ainsi, par exemple, que Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire ont une attitude sensiblement différente à l'égard du gouvernement de gauche et des partis qui le soutiennent. Cela implique une rédaction différente de bien des articles, mais aussi une intervention politique différente dans les entreprises, dans les organisations syndicales.

Ces divergences, nous ne

chercherons pas à les masquer dans ces pages. Lorsqu'il y aura des désaccords, les articles seront signés par l'organisation dont ils reflètent les vues. Mais chaque fois qu'il y aura communauté de vue, nous publierons des articles non signés, qui exprimeront la position commune.

Ainsi, cette publication devrait aider à la clarification politique entre nos deux courants. Elle devrait permettre de faire apparaître aussi bien les points d'accord que les points de désaccord, en leur donnant leur véritable place.

Elle pourra être le cadre dans lequel des relations de confiance pourront s'établir entre deux organisations qui ont des références, un programme et des buts communs. Parce que face au stalinisme et à la social-démocratie, elles se réclament du trotskysme. Parce qu'elles se donnent toutes deux pour but la construction d'un parti révolutionnaire dans ce pays et de participer à la construction de la Quatrième Internationale dans le monde.

Si nous parvenons, à travers cette publication com-

mune, à clarifier nos positions politiques aux yeux de ceux qui se tournent vers nos organisations ; si nous parvenons à montrer que nous pouvons établir des relations qui nous permettent d'agir ensemble toutes les fois où cela est possible, et de maintenir nos liens et nos relations même lorsque les divergences ne nous le permettent pas, nous aurons fait la démonstration que par-delà les différences et les clivages actuels, il y a une base fondamentale qui nous est commune et qui nous permettra demain d'être les composantes d'un même parti.

# PTT : Imposer une véritable mixité

## • Interview de deux militantes de la CFDT

**Sylvie et Dany, deux travailleuses des PTT, militantes CFDT et membres de commissions travailleuses-PTT ont bien voulu nous expliquer comment le 8 Mars se prépare dans leur secteur et les problèmes qu'elles rencontrent. Nous les en remercions.**

● **Pouvez-vous décrire d'abord votre milieu de travail qui est un peu spécifique ?**

— **Dany** — Je suis inspectrice, je travaille à la direction financière. Notre bureau comprend une vingtaine de personnes, vingt cadres et deux secrétaires ; parmi les cadres, une dizaine de femmes. Mais cela ne reflète pas la réalité de l'ensemble du ministère qui compte 40 % de cadres, à peu près. La proportion de femmes cadres est de l'ordre de 15 %.

— **Sylvie** — Moi, je travaille au centre de tri à Montparnasse. C'est un milieu essentiellement masculin. Sur 800 personnes on peut compter 10 % de femmes, dont vingt travaillent en brigades de nuit, vingt et une en brigades de jour et vingt en demi-nuit. Dans mon service, sur une brigade de soixante, on est treize femmes. Quand je suis arrivée, il y a six ans, on n'était que quatre. Le secteur s'est féminisé depuis 1975.

● **Quels problèmes rencontre-t-on dans un milieu où la mixité est récente ?**

S.— Il a fallu imposer de faire le même travail que les hommes. Chez nous, cela consiste à pouvoir « tourner sur les différentes positions », c'est-à-dire à suivre toutes les opérations jusqu'au transbordement. Avant, les femmes ne faisaient que trier les lettres, elles étaient exclues de tous les autres postes. C'est vrai que les autres postes comportent une part de manutention et que c'est plus sale, mais en même temps, il est plus agréable de changer de poste de travail, c'est moins monotone.

D'ailleurs, l'argument de la manutention était un prétexte. Par exemple, le travail en « cabine » où se fait le traitement des objets recommandés et des valeurs déclarées était réservé aux hommes. Pourtant le travail n'y est pas plus fatigant qu'ailleurs. Mais ce n'était pas la place des femmes. Tant que les femmes étaient peu nombreuses, elles ne revendiquaient pas de « tourner » sur

les diverses positions. Maintenant, on l'a imposé.

Un autre exemple donne une bonne idée de ce qu'il a fallu lutter pour changer la division existant entre postes de travail réservés aux hommes et postes de travail réservés aux femmes. A la « cabine DOM », il fallait taper à la machine, et là justement il y avait une femme, car on

**Tant que les femmes étaient peu nombreuses, elles ne revendiquaient pas de tourner sur les postes de travail. Maintenant, on l'a imposé.**

la hiérarchie, moins il y a de femmes.

S.— Dans les services d'entretien, il n'y a que des femmes...

Maintenant, les brigades de nuit tendent à se féminiser. Il y a de plus en plus de femmes qui veulent travailler la nuit, à cause des avantages en salaires. Mais c'est un milieu très « macho ». En nuit, les femmes ne « tournent » pas sur les diverses « positions ».

● **Pouvez-vous dire maintenant ce que vous allez faire pour le 8 Mars ?**

D.— Nous en avons discuté en commission travailleuses régionale. Cette commission réunit tous ceux et toutes celles qui s'occupent de la prise en charge des revendications femmes dans tous les secteurs des PTT.

Cette élaboration a été reprise au niveau régional. Nous allons demander à l'administration des heures sur le temps de travail, payées, pour permettre que le débat ait lieu par-

avait besoin de nos mains agiles. La première fois où un homme est venu y travailler, il s'appelait Patrick, il l'ont appelé Patricia toute la matinée.

● **Est-ce que vous pouvez dire comment se manifestent les discriminations de salaires, s'il y en a ?**

D.— A première vue, il n'y en a pas puisque le salaire est lié à l'indice. Mais 60 % des auxiliaires sont des femmes, et l'on trouve une majorité de femmes dans les plus basses catégories. Plus on monte dans

tout sur les objectifs et les revendications des femmes.

Nous avons aussi envoyé une lettre à la région CGT-PTT, leur proposant une rencontre afin que nous ayons une démarche commune et unitaire le 8 Mars dans les centres PTT. Nous n'avons pas encore reçu de réponse.

● **Quels seront vos axes essentiels de débats, et vos revendications ?**

D.— Le problème de la contraception et de l'avortement. Nous demandons de pouvoir tenir une permanence d'information sur les questions de la sexualité et de la contraception dans tous les centres.

Mais nous proposons aussi d'avoir un débat sur la nouvelle loi sur l'égalité professionnelle des hommes et des femmes, les mesures d'égalité pour la fonction publique annoncées par Le Pors.

A ce sujet, une de nos revendications syndicales était de demander une formation professionnelle sur le temps de travail, car on a remarqué

### Le 8 Mars : des heures payées pour débattre.

que les femmes passent moins les concours internes que les hommes. Et pour cause, la formation se fait actuellement soit le matin très tôt, soit le soir après le travail. Cela exclut les femmes. Dans les mesures annoncées par Le Pors, il est prévu que la formation se fasse entre midi

et deux heures, sur le temps du repas ! Ce n'est pas ce que nous demandions. En plus de la double journée, les femmes qui voudront passer des concours devront se priver de la pause repas !

S.— Un autre aspect qui est important aux PTT, c'est le problème de la mixité à tous les postes. C'est une revendication syndicale que nous avons depuis longtemps. Aujourd'hui, la féminisation de secteurs qui ne l'étaient pas est à l'ordre du jour. Mais pour que cela ne se fasse pas dans n'importe quelles conditions, il faut que nous en débattions entre travailleurs et que nous exerçons un contrôle sur la manière dont l'administration opère.

Pour te donner un exemple, celui du transbordement qui est un sec-

### VIENT DE PARAITRE

## cahiers du féminisme

Au sommaire :

- Le 8 mars.
- Les municipales.
- L'emploi.
- Petite enfance.
- Femmes battues.
- Contraception.
- International (Espagne, USA, GB, RDA, Suède, Palestine, Pérou).



## Le 8 mars : affirmer la mobilisation des femmes

**D**U côté du gouvernement, le 8 Mars ne sera pas celui des grandes réalisations ni même des grandes promesses. Rigueur des temps ! Tout au plus arrivera-t-on, à grand peine, à voir sortir les décrets d'application pour le remboursement de l'avortement par la Sécurité sociale, annoncés pour le début du mois de mars.

Pour masquer ce grand vide, Yvette Roudy lance une vaste offensive culturelle accompagnée d'une série de gadgets.

Apprécions le menu. Elle nous invite à suivre débats, expositions, spectacles pendant toute la semaine du 2 au 8 Mars, « l'après-midi à Beaubourg, le soir dans les théâtres parisiens ». L'initiative pourrait être intéressante ; on ne peut que regretter qu'elle s'adresse à un groupe particulier de femmes, celles qui ne travaillent pas, celles qui n'ont pas de problèmes de garde d'enfants... Celles qui auront les moyens financiers, car rien n'est gratuit !

Soulignons que les débats sur l'emploi et la formation professionnelle des femmes sont prévus les mercredi 2 et jeudi 3 mars, de 14 h à 17 h. Gageons que la participation des femmes travailleuses y sera minime.

Bref, une opération de prestige sans grand contenu. Le tout agrémenté de dix millions de boîtes d'allumettes présentant les portraits de femmes célèbres ! Le clou du spectacle, le soir du 8 Mars : un concert de la « garde républicaine » dirigée pour une fois par une femme ! Une consolation, on n'annonce pas de majorettes !

Du côté des confédérations syndicales, l'heure ne sera pas non plus aux revendications et aux initiatives mobilisatrices. La CGT demandera quatre heures payées comme l'année dernière, mais pour organiser un vote des travailleuses sur les orientations de la CGT pour les femmes. La CFDT, de son côté, prépare une initiative interne, 500 militantes et militants réunis à Paris le jour du 8 Mars pour débattre « des droits nouveaux et de l'égalité professionnelle ».

Pourtant, comme le soulignent les camarades des PTT dans l'interview ci-contre, les revendications des femmes sont loin d'être satisfaites. Elles doivent s'exprimer partout dans les entreprises et dans la rue.

Le 8 Mars ? L'occasion de débats et de confrontations unitaires, l'affirmation que la mobilisation des femmes se renforce.

**La coordination des groupes femmes, le MLAC, le MIEL, le GRIEF et Choisir appellent les femmes à manifester le 8 Mars, à 18 h 30 à Montparnasse.**

teur exclusivement masculin. Le travail est assez pénible, il consiste à manipuler des sacs qui sont très lourds. L'administration a décidé de « féminiser » de manière expérimentale. Elle introduit quinze femmes au centre d'Issy-les-Moulineaux ; elle les « met en fiches » et se propose d'étudier non pas le poste de travail pour favoriser son ouverture aux femmes, mais « le comportement de l'agent féminin ». C'est en fait un véritable flicage et nous avons été obligées de demander au niveau syndical à ce que les fiches ne servent pas pour les notations administratives.

Ce n'est pas comme cela que nous entendons la féminisation. Et

elle devrait, bien entendu, s'accompagner d'une amélioration des conditions de travail pour tout le monde. Ce qui est pénible l'est autant pour un homme que pour une femme. Il y a des hommes qui sont plus ou moins robustes et pour les femmes, c'est pareil. Dans ce secteur, les hommes ont très souvent des déformations du dos. Aussi nous nous battons pour que toutes les positions de travail soient accessibles à tous et à toutes.

D.— Comme tu vois, ce ne sont pas les revendications qui manquent ! Au ministère où je travaille, une commission femmes a existé épisodiquement. On espère, à partir

**Dans les mesures annoncées par Le Pors, il est prévu que la formation se fasse entre midi et deux heures, sur le temps du repas !**

du 8 Mars, la faire fonctionner de manière permanente.

● **Quel peut-être l'impact du 8 Mars dans un milieu à majorité masculin ?**

S.— A Montparnasse, j'ai demandé à ce qu'on utilise l'heure d'infor-

mation syndicale, si on n'obtient pas d'heures de l'administration. La section est d'accord et me soutient. Pour le remboursement de l'IVG, 600 travailleuses et travailleurs avaient signé les pétitions. Jusqu'à maintenant, c'est plutôt positif.

Propos recueillis par  
Sonia Folloni



CORSE

# Le FLNC s'explique...



A la suite de la nomination du commissaire Broussard à la tête des forces de police de Corse et de la dissolution du FLNC, le gouvernement cherche à prendre des initiatives lui permettant de se distinguer de la logique de ses prédécesseurs. Après la réception à l'Élysée, le 18 février, des principaux représentants de l'assemblée élue en août dernier, on vient d'annoncer le prochain voyage de Mitterrand dans l'île. Cette opération a été saluée avec enthousiasme par toutes les forces représentées à l'assemblée. Même le leader des autonomistes, Edmond Siméoni, y est allé de son couplet : « L'incommunicabilité entre l'Etat et la Corse est rompue. » Cela n'empêche pas la répression de continuer à s'abattre sur les nationalistes. Deux militants présumés du FLNC viennent d'être inculpés à Ajaccio, ce qui porte à huit le nombre de militants actuellement incarcérés.

Nous l'avons, pour notre part, toujours indiqué : seul le capitalisme français, par la politique de développement imposée depuis des lustres, est responsable de la situation créée dans l'île. Et seule la reconnaissance des droits nationaux du peuple corse — notamment de son droit à l'autodétermination — est une réponse conforme à l'intérêt du plus grand nombre. Cela nous conduit à condamner le recours à la répression — surtout quand elle émane d'un gouvernement qui se réclame des travailleurs et de la démocratie — et à exiger la libération immédiate des insulaires détenus.

Il est donc normal que nous ouvrons nos colonnes au mouvement nationaliste. C'est dans ce cadre que nous avons obtenu du FLNC une réponse à quelques questions. La publication de cette interview n'implique pourtant pas, de notre part, un accord avec la stratégie et les méthodes d'action de l'organisation clandestine. Nous nous sommes déjà suffisamment exprimés sur nos divergences avec le front (voir Rouge des 7 et 14 janvier), pour qu'il ne soit pas besoin d'y revenir aujourd'hui.

Christian Picquet

● Vous aviez déclaré une trêve à la veille de l'élection de François Mitterrand. Quel bilan tirez-vous aujourd'hui de l'action du gouvernement français en Corse depuis deux ans et de l'élection d'une assemblée régionale ?

— La trêve a marqué notre volonté de prendre en compte le changement du 10 mai que nous avons salué au nom des idéaux politiques que défendaient les vainqueurs et notamment le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. C'est l'application de ce principe fondamental à notre peuple que nous souhaitons. Le bilan de ces deux ans est simple : rien n'a changé en ce qui concerne les droits fondamentaux de notre peuple. Les clans succèdent aux clans. Le nouveau statut « particulier » normalise la situation coloniale. L'assemblée régionale, sans compétences, brasse du vent. Elle n'a aucun pouvoir pour :

— imposer la langue corse comme langue obligatoire à l'école et notre culture comme culture prioritaire ;  
— imposer des mesures concrètes pour stopper la colonisation de peuplement ;  
— lutter contre l'accaparement de la côte orientale, le gel et l'occupation du littoral ;  
— intervenir sur toutes les terres accaparées par l'armée ;  
— lutter contre toutes les spéculations immobilières agricoles ;  
— empêcher l'aggravation de la dépendance économique ;  
— lutter contre les pratiques scandaleuses qui régissent le monde du travail où patrons de droite comme clans de gauche et vice-versa savent si bien s'unir pour exploiter les travailleurs corses ;  
— contraindre le pouvoir à donner à l'université une dimension économique corse ;  
— exiger le départ de la Légion, l'arrêt de la construction de 21 gendarmeries ;  
— imposer une conception du développement économique de l'intérieur (formation des jeunes, aide aux

artisans agriculteurs, petits commerces) ;

— s'opposer aux grandes surfaces et aux trusts ;  
— imposer la refonte totale des listes électorales et des commissions d'enquête sur tous les organismes de gestion des fonds publics ;  
— redistribuer les terres des colons aux jeunes Corses ainsi que les biens des trusts touristiques en redéfinissant une politique agricole, touristique, industrielle et artisanale ;  
— pour définir une politique énergétique.

Bref, la droite nous assurait, à court terme, une mort rapide. La gauche nous garantit une agonie lente mais sûre. L'assemblée de Corse est sans avenir. C'est déjà un échec.

Le projet régional est déjà récupéré et digéré par les clans. Il n'a fait qu'accroître leur pouvoir et légitimer leur statut d'élus de la fraude contestés jusque-là.

Les autonomistes qui, dans ce cirque, pourraient faire contrepoids, sont incapables de poser les problèmes de fond car le système électoral (qui est toujours faussé) les oblige à rentrer dans le jeu de la course « à la clientèle » et par conséquent à rester en retrait de leurs objectifs officiels. Ils sont contraints à faire du poujadisme inutile qui ne fait pas avancer la situation. Pire, Edmond Simeoni, si l'on s'en tient à sa déclaration télévisée sur le dispositif Broussard et la dissolution du FLNC, est prêt à accepter l'arrestation de patriotes pour simplement garantir son élection à Bastia, lors des prochaines municipales.

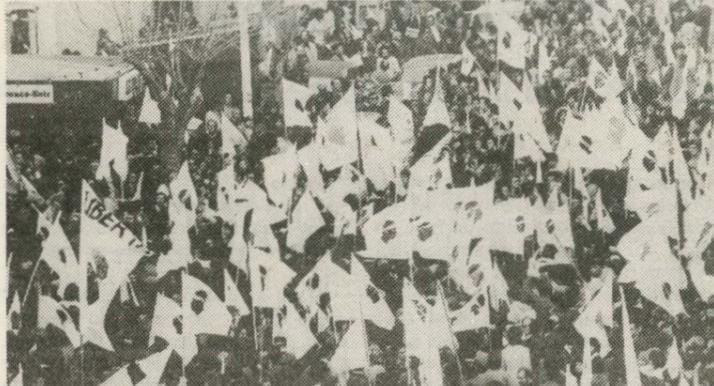
L'Etat français trouve en Corse le soutien de la gauche et de la droite réunies. Il ne faut pas oublier que la situation en Corse est coloniale. Le clivage gauche-droite est purement symbolique. L'unanimité se fait contre l'aspiration nationale corse. Les manifestations ratées de ces derniers mois contre « la violence » rassemblent les barbouzes de droite de « Francia » et les communistes. Cela n'est pas possible en France, mais la



Corse est une colonie. Il n'y a qu'une seule issue pour le pouvoir s'il veut rétablir l'ordre politique : aborder la question nationale corse.

● Pourquoi êtes-vous passés d'actions directes contre les représentants directs de l'Etat français à des actions comme celle qui visait récemment deux instituteurs français ?

— Vu la gravité du phénomène de colonisation de peuplement qui fait de nous aujourd'hui un peuple minoritaire sur notre terre, vu que le nivellement culturel atteint la limite de l'irréversible, il est extrêmement urgent de prendre des mesures sérieuses. Le slogan « I Francesi Fora » (Les Français dehors !) n'est absolument pas raciste et nous ne sommes pas des terroristes. Mais vu la situation politique, c'est le dernier moyen qui nous reste pour poser le problème de la colonisation de peuplement. Il en va de la survie de notre peuple. Comme dit un théâtre populaire dans son dernier spectacle : « Un eme da sta qui a mora senza briuna, senza metta u spaventu... » Ce qui veut dire : « Nous n'allons



pas nous regarder mourir sans même crier ». Notre lutte est légitime et s'inscrit dans la logique de notre histoire.

Le seul argument de nos détracteurs est que nous sommes « électoralement minoritaires ». La résistance française n'était-elle pas minoritaire ? Elle n'en était pas moins juste. Notre combat est une résistance.

● Continuez-vous à donner une perspective socialiste à la lutte de libération du peuple corse

comme le faisait votre « livre blanc » ?

— Bien que dépassé sur certains points conjoncturels, le livre blanc reste, sur le fond, un document officiel important.

● Que pensez-vous des accusations de la presse française selon lesquelles la direction du front serait noyauté par la droite ?

— Nous devons dire clairement que nous combattons avec fermeté toute idée fascisante au sein de notre organisation. Mais il faut ajouter que le FLNC n'est pas un parti. Il est l'expression de diverses sensibilités politiques qui doivent pouvoir s'exprimer, démocratiquement, à l'intérieur. Il est vrai aussi que nous nous revendiquons d'une démarche progressive qui s'appuie sur l'esprit communautaire de la vieille société corse, qui est notre socialisme à nous.

Si nous continuons notre lutte aujourd'hui — après avoir accordé un an de trêve à la gauche —, ce n'est nullement contre l'idéologie politique des partis au pouvoir, mais uniquement parce que les principes dont ils se revendiquent ne sont pas appli-

● Quel lien doit-il exister selon vous entre la lutte militaire et l'action politique publique dans le combat de libération nationale ?

— S'il y a, de façon évidente, convergence politique avec l'ensemble du mouvement national corse, il n'y a par contre (et nous tenons à être clairs sur ce point) aucun lien organique. D'abord, bien sûr, pour des raisons de sécurité. Mais surtout parce que nous ne sommes le bras armé d'aucune organisation nationaliste. Le FLNC est une organisation politico-militaire autonome. La lutte que nous menons est une lutte politique même si notre action porte aussi sur le terrain militaire. Parce que le problème est politique avant tout. La solution à trouver ne peut être que politique et non militaire. Et c'est bien parce que nous sommes une force politique et non un simple bras armé, que nous pesons aujourd'hui de tout notre poids sur la vie publique et les consciences politiques de ce pays.

● Quel peut être, selon vous, le rôle des travailleurs de France dans le soutien à votre lutte ?

— Il peut être déterminant et nous avons besoin de leur soutien. Notre combat pour nos libertés est aussi le leur. Le peuple français doit bénéficier des acquis de notre lutte. Personne en France n'a combattu le capitalisme comme nous l'avons combattu. Le FLNC — et ses militants qui en ont largement fait les frais — a contribué à l'affaiblissement du pouvoir de droite. Et si le Français bénéficie maintenant de la régionalisation, de la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat, le mouvement national corse y est pour beaucoup.

Mais nous sommes désolés de constater que les structures politiques et syndicales qui polarisent le monde du travail français, non seulement se désintéressent de notre problème national, mais le nient dans leurs textes. Reste aux travailleurs français de poser le problème dans leurs structures respectives. Nous avons affirmé plusieurs fois que notre lutte ne se fait pas contre le peuple français qui est pour nous un peuple frère, aux idéaux révolutionnaires convergents, mais contre le colonialisme français. Un peuple qui étouffe un autre n'est pas un peuple libre.

## Le discours « sécuritaire » profite à la réaction

• Revenant à une logique répressive, la majorité aide au développement d'un climat dont les jeunes et les travailleurs font déjà les frais

PARIS, 18<sup>e</sup> arrondissement. Un quartier « chaud » et à forte concentration d'immigrés. La droite, qui veut reprendre cette circonscription au PS et au PC (la tête de liste majoritaire est Lionel Jospin), dénonce sur tous les murs « le chômage, la vie chère et l'insécurité ». Ce dernier thème est, dans cette campagne électorale, l'un des principaux arguments de ceux à qui la « loi et l'ordre » ont toujours tenu lieu de programme. Le RPR et l'UDF cherchent en effet à exploiter la peur qui tend à se répandre dans la population.

Car si la grande criminalité a tendance à stagner, la petite et moyenne délinquance progresse de façon spectaculaire. De 1972 à 1980, les vols avec violence se sont accrus de 159 % et les cambriolages de 82 %. Le total des crimes et délits a progressé de 322 % entre 1963 et 1981.



Les chiffres du ministère de l'Intérieur, bien que permettant toutes les manipulations, reflètent néanmoins la profondeur du phénomène.

### L'intoxication orchestrée

L'ancien député giscardien Jean-Pierre Pierre-Bloch déclarait le 18 février devant le Club Figaro-Magazine : « A la montée rapide d'une criminalité et d'une délinquance de toute nature, le corps social et, au premier chef, l'appareil d'Etat n'opposent qu'une réponse insuffisante, parfois inadaptée et souvent dérisoire. »

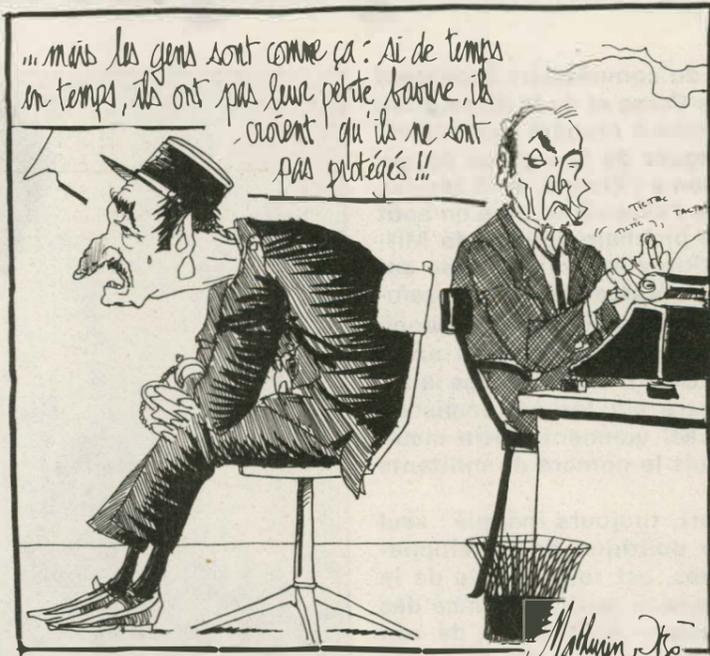
Pourtant, la réalité est bien loin de correspondre à ce tableau apocalyptique. Notre pays, avec environ 53 délits pour 1 000 habitants, arrive bien loin dans le palmarès de la criminalité derrière le Canada (115), la RFA (66), les USA (59) et la Grande-Bretagne (55). Si la droite utilise le sentiment d'insécurité, c'est dans le but de désigner à la vindicte publique des boucs émissaires, soudant le reste du pays dans un réflexe de peur et de défense susceptible de justifier toutes les atteintes aux libertés.

Les partis au pouvoir ont largement favorisé cet objectif. Peu à peu, voulant rassurer les secteurs réactionnaires et, en premier lieu, la haute hiérarchie policière, ils en sont revenus à un discours « sécuritaire » que ne renieraient pas leurs prédécesseurs. « Nous avons fait plus pour les effectifs de police que pendant tout le septennat précédent », a coutume de dire le secrétaire d'Etat à la Sécurité publique, Joseph Franceschi. Et il est vrai que de 113 895 au 1<sup>er</sup> novembre 1981, le nombre des flics passera à 123 416 au 1<sup>er</sup> janvier 1983. Soit une augmentation de 9 521.

L'appareil judiciaire s'est empressé d'amplifier le tournant gouvernemental. Si l'amnistie présidentielle avait, après la victoire de la gauche, permis de désengorger les prisons — il y avait en mai 1981, 42 000 détenus pour 29 000 places — de nouveau on assiste à une progression du nombre des incarcérations : près de 35 000 personnes sont actuellement privées de liberté. Se défendant des accusations de « laxisme », le garde des Sceaux pouvait ainsi expliquer à l'Unité du 18 février : « Il faut rappeler que sur cent personnes arrêtées et traduites devant la justice, quatre-vingt-seize sont condamnées, dont 20 % à des peines d'emprisonnement ferme. »

### L'impuissance des solutions répressives

Nul ne peut contester la gravité de l'accroissement de la petite délinquance. Du vol à la tire au racket dans les transports en commun, un nombre croissant de travailleurs sont affectés par ses conséquences. Mais il est non moins vrai qu'il s'agit là d'un phénomène social produit avant tout par la crise du capitalisme. C'est d'abord le chômage, la ségrégation scolaire, l'injustice professionnelle qui poussent toute une catégorie de la population — la plus



démunie — à commettre des actes qui tombent sous le coup de la loi. Depuis le début de l'actuelle récession, la criminalité a augmenté de 56,8 %. Celle-ci s'enracine, en outre, dans la déshumanisation de certains lieux sociaux, comme les gigantesques concentrations-dortoirs apparues à la périphérie des grandes villes.

De telles causes ne peuvent être combattues par la répression. D'abord, parce que le renforcement de la présence policière dans les cités ne mène qu'à la multiplication des contrôles d'identité. Avec son cortège inévitable de « bavures » et de fichages. Au bout du compte, il y a l'incarcération. Or, la prison ne fait que désocialiser. Sa peine purgée, le condamné sortira sans la moindre chance de trouver un emploi, ayant de plus subi les brimades des gardiens et souffert de la vétusté et du surpeuplement des cellules. Des éléments qui exacerbent les haines, favorisent les violences et aboutissent inexorablement à la récidive. Les chiffres sont éloquentes : 50 % des sortants de prison récidivent dans les cinq années et ce taux s'élève à 60 % pour les condamnés les plus jeunes.

La logique répressive coûte, de surcroît, fort cher à la collectivité. Prenons deux exemples. Dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris, l'installation d'un commissariat central en-

traînera une dépense de six millions de francs. Ce qui est loin d'être négligeable pour l'une des zones les plus populaires de la capitale qui manque de tout : crèches, écoles, espaces verts, centre médico-social, espaces de loisir pour la jeunesse, bureaux de PTT, etc. De même, la construction d'une prison équivaut à 400 000 francs par détenu, dont l'entretien revient ensuite à 140 francs par jour.

Cet argent serait mieux employé pour combattre le mal à la racine, c'est-à-dire pour remettre en cause la précarité de la situation de centaines de milliers de personnes. Cela signifierait, en premier lieu, une politique audacieuse de création d'emplois et d'investissements pour satisfaire les besoins sociaux les plus urgents, notamment en matière de transports, d'enseignement, d'offices de logement, d'assistance, de loisirs, etc.

Refusant de s'attaquer aux profits patronaux, la majorité se montre incapable de remplir de tels objectifs. Même quand elle prône la « prévention ». Ainsi, la commission des mairies, instituée par Mauroy et présidée par le député socialiste Gilbert Bonnemaison, contourne-t-elle le problème essentiel lorsqu'elle se borne à proposer la création d'organismes de concertation, de services d'aide aux victimes ou le développement des peines de substitution. En conséquence, elle s'ôte tout moyen de

### Châtenay-Malabry

#### LE ROLE DES TUEURS EN UNIFORME.

La psychose d'insécurité permet de justifier toute la violence dont peuvent être capables des flics racistes : voilà ce qu'ilustre la « bavure » de Châtenay-Malabry. Le 14 février, un brigadier de police en état d'ébriété ouvrait le feu sur un jeune maghrébin de 17 ans, Nacer Mradi, le blessant grièvement. Le crime de celui-ci ? Avoir circulé à mobylette, sans casque et sans feu.

Ce que révèle ce fait divers, c'est que le quadrillage policier des grandes villes, loin d'être rassurant, menace la sécurité de toute une catégorie de la population, les jeunes et les immigrés en premier lieu. Pourquoi les flics se gêneraient-ils ? Récemment, Franceschi les appelait à « concentrer leurs efforts » sur la petite délinquance. Et son supérieur, Gaston Defferre, n'avait pas hésité en septembre dernier, à couvrir des policiers-flingueurs accusés d'avoir pris pour cible une automobile, rue Rossini à Paris.

Quatre mille jeunes ont manifesté le 19 février à Châtenay-Malabry. Au-delà de la « bavure », c'est leur ras-le-bol qu'ils voulaient clamer. Ras-le-bol d'une société qui tolère et incite à la chasse aux faciès. Ras-le-bol aussi d'une justice qui condamne lourdement l'immigré auteur d'un minuscule larcin mais qui acquitte ou accorde le sursis à tous les shérifs de banlieue, qu'ils soient flics ou adeptes de la « légitime défense ».

réduire sérieusement la criminalité. Se situant sur le seul terrain de la coercition, elle légitime la campagne démagogique de ses adversaires. Et elle alimente dans l'opinion un climat qui ne sert en rien les jeunes et les travailleurs. Comme le démontre le tragique exemple de Châtenay-Malabry.

Christian Picquet

## Facultés : ça commence à bouger

• 5000 manifestants à Paris, à l'appel de la coordination des CHU en grève

UN mois de grève pour les étudiants de Censier et un mouvement qui se propage comme une traînée de poudre dans toutes les facultés de médecine de Paris, en pleine campagne électorale : les étudiants font entendre leur voix. C'est que le bilan de ces dix-huit derniers mois est clair : rien n'a changé. L'austérité est toujours plus présente et les réformes préparées par les différents ministères vont toutes dans le sens d'une aggravation de la sélection.

Aujourd'hui, la situation s'est modifiée. Les étudiants de Censier ne veulent pas accepter la suppression de près de la moitié de leurs heures de cours et de travaux dirigés. Les étudiants de médecine ne veulent pas se satisfaire de la réforme des études médicales de Ralite, qui reprend toutes les mesures de la réforme précédente de Simone Veil, en matière de sélection et de numerus clausus.

Le gouvernement tente bien

d'amadouer ces deux mouvements. Au premier, il parle de solidarité nationale et de la nécessité de faire un effort. Au second, il prétend que rien n'est décidé, qu'il faut aller lentement. Malgré cela, à Censier, on est en grève depuis un mois, et en médecine, toutes les universités parisiennes se sont mises en grève, les unes après les autres, en moins d'une semaine. Les assemblées générales sont très massives, très disciplinées et ont à leur tête des comités de grève. La droite a bien tenté de récupérer et d'en prendre la direction. La réponse du mouvement étudiant, dans les deux cas, a été claire : la droite, on la connaît, on ne roule pas pour elle.

A tel point que l'UNEF-Renouveau (dirigée par des militants du PCF) est obligée de suivre la lutte, tout en tentant d'en limiter les objectifs et d'en éliminer toutes les critiques antigouvernementales. Petit jeu très difficile, qui l'amène à ne plus prendre la parole en AG depuis plus de

15 jours à Censier, ou à ne voir que les revendications locales au détriment de l'axe central du refus de l'examen supplémentaire en médecine.

Dans ce secteur, la possibilité est réelle d'une extension du mouvement à toutes les facultés de France. Cette semaine va être décisive, en raison de l'attitude des étudiants de province qui rentrent de vacances et de la journée nationale de grève des médecins hospitaliers, nettement moins « clairs » idéologiquement.

A Censier, après un mois de grève, la bataille essentielle a lieu maintenant entre l'AG, des étudiants et le SNE-Sup. Celui-ci a pris l'offensive, depuis les vacances, contre la grève. Jouant de tout son poids, faisant venir dans les AG un représentant de son bureau national et la présidence de l'université, il n'hésite pas à raconter des mensonges aux étudiants.

— Il fait croire que les heures d'enseignements manquantes ont été

obtenues, alors que seulement 4 000 heures sur les 13 000 déficitaires ont été dégagées.

— Il fait croire que la situation va s'améliorer, alors que l'on commence à savoir que l'ensemble des universités ne savent pas comment terminer l'année.

— Il fait croire que tous les enseignants vont être payés, alors que l'immense majorité des vacataires vont être licenciés.

Ce qui ne l'empêche pas de mener bataille dans toutes les instances de la fac pour le réaménagement et la suppression des cours, au nom de la solidarité nationale, dans la plus parfaite unité avec la CFDT, on s'en serait douté ! Quel meilleur agent le gouvernement pourrait-il avoir pour faire passer sa politique à l'université ?

Aussi à trois semaines des élections municipales, ces luttes sont-elles exemplaires. Après un an d'expectative, le monde étudiant se remet en mouvement. Serge Emery



## La RFA à la veille des élections du 6 mars

## 2. Un scrutin à l'issue incertaine

**A**PRES la chute du cabinet Schmidt, la nouvelle coalition chrétienne-démocrate-libérale a dû se résoudre à organiser des élections générales anticipées. Les conditions dans lesquelles s'était opéré le changement de gouvernement — par un retournement d'alliance des libéraux (FDP) — risquaient d'ouvrir une véritable crise de confiance dans les institutions et de miner la stabilité de l'équipe du chancelier Helmut Kohl.

Pour la bourgeoisie ouest-allemande, il est aujourd'hui particulièrement décisif de disposer d'une majorité solide, alors que le pays est touché de plein fouet par la récession. Le PNB a chuté de 1,2 % en 1982. Les moyens de production ne sont utilisés qu'à 75 % de leurs capacités. La grande firme AEG-Telefunken est en faillite. Les plus grands groupes comme Krupp-Stalé, Mannesmann et Demag licencient par dizaines de milliers. L'effondrement est particulièrement sensible dans les aciéries, les chantiers navals et l'optique. Conséquence: le chômage a progressé de 30 % en un an. Il touchait, fin janvier, 2,5 millions de personnes (10,2 % de la population active).

Fait des plus significatifs pour un pays dont la balance commerciale est encore excédentaire, les carnets de commande à l'exportation chutent rapidement. Cela ne fait que confirmer une tendance apparue en 1982 et que dans ses *Perspectives économiques*, l'OCDE résume ainsi: « La progression des exportations de biens et de services (en volume) s'est ralentie, passant de 17 % au second trimestre de 1981 à 1 % environ au premier semestre 1982; au deuxième trimestre, on a enregistré une baisse de 5,5 % (taux annuel désaisonnalisé), les exportations de marchandises fléchissant de 12,5 % (taux annuel désaisonnalisé). Cette faiblesse a persisté au troisième trimestre, au cours duquel le volume des exportations de marchandises a accusé une diminution supplémentaire de 10 % ».

## Récession et rupture du consensus

Pour le monde des affaires, l'heure est donc à une austérité drastique. C'est pourquoi il appuie, sans réserve, Helmut Kohl qui — à la différence du précédent chancelier trop tributaire de ses rapports avec les syndicats — possède à ses yeux le plus d'atouts pour affronter le mouvement ouvrier. Afin de bien manifester leurs préférences, certains patrons n'ont pas hésité à assortir leurs contrats de commande d'une « clause de révocation » en cas de victoire de la social-démocratie, le 6 mars prochain.

« Pas de reprise économique ni de relance des investissements, sans que les travailleurs paient la note »: tel est, en substance, le discours des capitalistes. Otto Poehl, le président de la Bundesbank, subordonne l'évolution économique à « un nouveau recul de l'inflation, des

contrats salariaux raisonnables, une réduction du déficit budgétaire et une amélioration de la position extérieure de l'Allemagne fédérale ». Un autre représentant de la Banque fédérale indique, lui, carrément: « Il faut s'attendre à ce que le chômage frappe trois millions de personnes à la fin de l'année 1983 ».

Les premières mesures du gouvernement Kohl ne laissent aucun doute sur la politique qui sera appliquée si l'actuelle majorité remporte les élections. Les prestations dont bénéficient les assurés sociaux et les retraités ont été lourdement amputées. Les bourses des élèves et des étudiants ont été soit réduites soit supprimées. En guise de cadeaux de Nouvel An, le cabinet a annoncé l'augmentation des taxes sur les médicaments (certains ne seront même plus remboursés), l'ajournement des augmentations prévues pour les pensions d'invalidité, le durcissement des conditions d'attribution des allocations chômage, etc.

Il en résulte une rupture du « consensus » tant vanté jadis. A la fin de l'année dernière et pour la première fois depuis bien longtemps, des centaines de milliers d'Allemands sont descendus dans la rue afin de protester contre la régression sociale. Le SPD qui, au moment de la chute de Schmidt, n'était crédité que de 27 % des intentions de vote, a connu une spectaculaire remontée lors des élections régionales de Hesse (le 26 septembre 1982) et de Hambourg (le 19 décembre 1982). Dans ce dernier cas, il a même raflé la majorité absolue. Il obtient actuellement entre 42 et 44 % des suffrages dans les enquêtes d'opinion.

De tels faits ne font que manifester une tendance à la polarisation de classes. Cela explique pourquoi une force bourgeoise « charnière » comme le FDP est menacée de disparition. Une partie de ses membres a rejoint le SPD et il paraît ne pas devoir atteindre la barre des 5 % indispensables pour être représenté au Parlement.

Les sociaux-démocrates, sous la houlette de Hans-Jochen Vogel, s'efforcent d'exploiter cette situation. Ils promettent un « pacte-solidarité » pour l'emploi financé par une taxe sur les hauts revenus, une réduction de la durée hebdomadaire du travail, une réglementation des heures supplémentaires et la suppression de la plupart des dispositions antisociales du gouvernement Kohl. Mais ils savent que ces timides objectifs (que n'accompagne aucune perspective de réforme structurelle) ont bien peu de chances de se réaliser, le Conseil fédéral — dans lequel les chrétiens-démocrates sont en majorité — pouvant y opposer son veto. Quand les promesses n'engagent à rien... De plus, la composition de son « cabinet-fantôme » dit assez qu'en cas de succès, Vogel ne mènera pas une autre politique que Schmidt en son temps. On retrouve, en effet, aux postes clés nombre de ministres de l'ancien chancelier.

La radicalisation d'une fraction

du mouvement populaire s'exprime, en outre, par l'influence croissante du courant « alternatif » et écologiste, influence qui s'est manifestée dans toutes les consultations locales depuis un an. En dépit d'un programme des plus flous — il va de la « lutte contre les gaspillages » à la « démocratisation des modes de production » — les Verts symbolisent, pour des centaines de milliers de jeunes, un rejet du système politique ouest-allemand. Ils reflètent également la force des aspirations antinucléaires et antimilitaristes, dont les manifestations gigantesques qui se sont déroulées contre l'implantation de nouvelles armes atomiques américaines ont donné une illustration. Selon toute probabilité, ce courant devrait entrer au Bundestag, le 6 mars.

## Une instabilité durable ?

Tous ces éléments font peser une lourde incertitude sur l'issue du scrutin. D'autant que la coalition au pouvoir a vu son image de marque se dégrader à la suite de polémiques publiques sur certaines décisions économiques. A la fin du mois de janvier, les sondages donnaient entre 45 et 47 % des suffrages à la CDU-CSU, 44 % au SPD, 5,2 % aux Verts et 4,8 % au FDP.

Toutes les combinaisons paraissent dès lors possibles. Au cas où seuls le SPD et la CDU seraient représentés au Parlement fédéral, les chrétiens-démocrates pourraient, compte tenu de la loi électorale, disposer d'une majorité absolue de sièges. Une remontée des libéraux pourrait permettre la reconduction du bloc au pouvoir. Une entrée des Verts au Parlement, en l'absence des libéraux, rendrait par contre particulièrement délicate la constitution d'un gouvernement. Dans ce dernier cas, il est probable que le SPD — son leader l'a d'ores et déjà annoncé — per-



Helmut Kohl, le nouveau chancelier

mettra à la CDU de former un cabinet minoritaire.

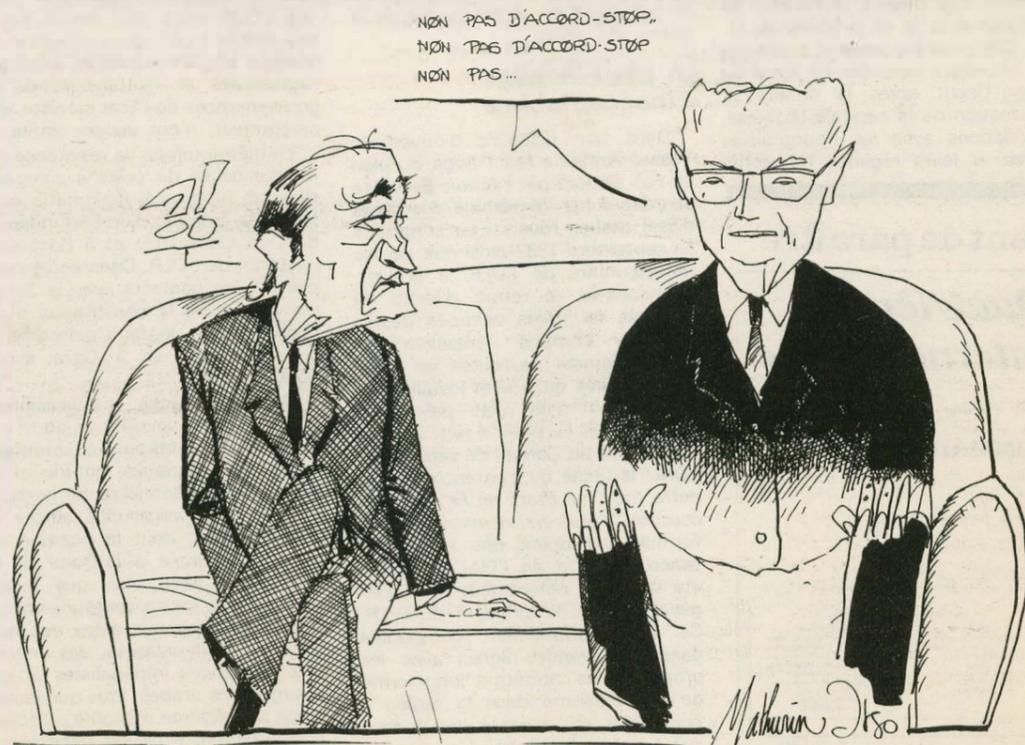
Il reste qu'un très faible écart séparera l'alliance CDU-FDP des voix additionnées du SPD et des Verts. Cela pèsera lourdement dans la capacité du prochain exécutif à mettre en œuvre de façon cohérente les mesures

auxquelles aspirent les possédants. Tout dépendra à ce moment des mobilisations sociales. Mais c'est bel et bien une page de l'histoire de la RFA qui pourrait être tournée.

Christian Picquet

• Prochain article: « Des emplois, pas de missiles. »

## Cheysson très impressionné par la robotique soviétique



## MOYEN-ORIENT



## Après la réunion du Conseil national palestinien

**A** PRES une semaine de débats, le Conseil national palestinien réuni dans la capitale algérienne vient de prendre fin. Ce conseil, dont la formation remonte aux débuts des années soixante, se veut le « Parlement » du peuple palestinien. Se retrouvent en son sein à peu près toutes les directions des organisations significatives de la résistance, les représentants d'associations socio-professionnelles et des délégués censés représenter ce peuple dispersé et martyr.

Il n'est pas facile d'apprécier le degré de représentativité de cette assemblée. Les quelque 180 représentants des populations des territoires occupés n'avaient évidemment pas la possibilité — tout comme pour les sessions précédentes — de participer à ses travaux. Les autres, venus de différents pays où est établie la « diaspora » palestinienne avaient été, dans une proportion de 2/3, élus par leurs associations ou communautés respectives, le dernier tiers étant coopté. Dans leur grande majorité, il s'agit de notables. A leurs côtés, une minorité de syndicalistes sont censés représenter les travailleurs palestiniens, notamment ceux essayés dans les différents pays de l'Orient arabe.

### Débats autour des « plans de paix »

Le Conseil se réunissait pour la première fois depuis la bataille de Beyrouth et la fin de la guerre du Liban. D'où son importance. L'analyse des nouveaux rapports de force au Moyen-Orient après la défaite et l'évacuation de la capitale libanaise, les relations avec les bourgeoisies arabes et leurs régimes respectifs

dans ce nouveau contexte, le plan adopté lors du sommet arabe de Fès, les propositions américaines synthétisées dans le « plan Reagan », le rôle de la Jordanie dans un éventuel processus de négociations étaient les principales questions à l'ordre du jour.

Le caractère délibératif de l'Assemblée, sa représentativité discutable doivent inciter à relativiser des clivages qui se révéleront vite artificiels et sans portée réelle. C'est, par exemple, le cas de la violente polémique qui a éclaté entre Yasser Arafat et Ahmed Jibril, le dirigeant du FPLP-Commandement général, une organisation dont les liens avec la Syrie et la Lybie sont notoires. Le rejet, de la part de secteurs palestiniens proches des Syriens, de toute perspective de négociation, répond à des préoccupations tactiques du moment : tenter de polariser des secteurs radicaux de la résistance et, partant, renforcer le poids et redorer le blason terni du régime de Damas. L'attitude de celui-ci lors de la bataille de Beyrouth, ou sa démarche coopérative avec Philip Habib, le négociateur américain, prouve combien la signification de telles prises de position est relative.

Dans le cadre de la stratégie — réaffirmée — d'alliance avec les bourgeoisies arabes et leurs régimes, fussent-ils les plus réactionnaires, les débats essentiels ont finalement porté sur les différents plans de paix avancés au lendemain de la guerre du Liban.

### Le plan Reagan : « inacceptable »

Dans son discours d'ouverture, Yasser Arafat a fait l'éloge du plan de Fès élaboré par l'Arabie Saoudite et adopté par l'ensemble des chefs d'Etat arabes réunis « au sommet » en septembre 1982 ainsi que par les représentants de l'OLP. Il prévoit, rappelons-le, le retrait d'Israël de tous les territoires occupés depuis 1967, y compris Jérusalem ; le démantèlement de toutes les colonies sionistes qui y sont installées et la création d'un Etat palestinien « croupin ». Le point « sept » de ce plan confié au Conseil de sécurité de l'ONU la tâche de « garantir la paix entre tous les Etats de la région, y compris l'Etat palestinien ». Cette formule impliquant une reconnaissance implicite de l'Etat d'Israël a été critiquée, notamment par Georges Habache, le dirigeant du FPLP. Ce plan parfaitement compatible dans ses grandes lignes avec les projets et les intérêts à long terme de l'impérialisme dans la région a néanmoins été accepté par le conseil. La plate-forme soumise à sa ra-

tification s'articule d'ailleurs sur les propositions qu'il contient.

Le plan Reagan prévoit quant à lui la création d'une « entité jordanopalestinienne » — mais pas un Etat palestinien même « croupin » — à partir de l'évacuation de la Cisjordanie et de Gaza par les sionistes. Dans ce cadre, il y aurait « autogouvernement des Palestiniens » dans ces deux territoires. Les négociations préalables devraient être menées par une délégation « jordanopalestinienne » comprenant des personnalités palestiniennes de Cisjordanie n'appartenant pas à l'OLP mais connues pour leurs sympathies envers celle-ci. Ce plan ne reconnaît explicitement ni l'OLP comme représentante du peuple palestinien, ni le droit de celui-ci à l'autodétermination. Il a été considéré « inacceptable » par le Comité national palestinien dans la mesure où « il ne satisfait pas les aspirations nationales du peuple palestinien ». Toutefois, il n'a pas été formellement rejeté.

La résolution finale réaffirme la nécessité pour les forces palestiniennes de continuer à mener la lutte armée même si depuis le retrait du Liban, la mise en œuvre de cette orientation est plus problématique. C'est une « question de principe » pour les dirigeants des différentes organisations qui rejettent ainsi les appels de chefs d'Etat occidentaux comme François Mitterrand pour que l'OLP mène son action sur le seul terrain « politique ». Toute autre position eût été suicidaire alors que l'agressivité et l'intransigeance du gouvernement de l'Etat sioniste, apparemment, n'ont aucune limite...

En même temps, la résistance palestinienne se dit prête à s'engager dans un processus diplomatique visant à la création d'un Etat indépendant en Cisjordanie et à Gaza sous l'autorité de l'OLP. Dans cette perspective, les contacts avec la Jordanie en vue de la constitution d'une confédération jordanopalestinienne en Cisjordanie et à Gaza seront poursuivis.

Ces conclusions, « conciliantes » sur le fond, et laissant la porte ouverte à de nombreux accommodements diplomatiques, entrent en ligne avec les orientations essentielles de la direction de l'OLP regroupée autour de Yasser Arafat dont la position est encore renforcée à la suite de ce « Conseil ». Mais, plus que jamais peut-être, la cause palestinienne se trouve soumise aux aléas des manœuvres diplomatiques, des intérêts des puissances impérialistes et des bourgeoisies arabes. Plus que jamais aussi, la solidarité militante à l'échelle internationale lui est nécessaire.

Jean-Pierre Beauvais

### AUTOMOBILE Patrons italiens conseillent patrons français.

Le patronat français de l'automobile cherche, face aux mouvements qui affectent actuellement cette branche d'industrie, à s'inspirer des exemples de ses semblables au-delà des frontières.

Il y a deux ans, la direction de la FIAT infligeait aux métallurgistes italiens une lourde défaite. Au terme de plusieurs semaines d'une lutte particulièrement radicale, elle obtint des syndicats un accord portant sur la mise au chômage technique de 23 000 salariés, parmi lesquels une grande partie des éléments les plus combattifs de l'entreprise. Aujourd'hui, les patrons peuvent annoncer des gains de productivité de l'ordre de 20 %.

Sous le titre « Comment nous avons remis de l'ordre à Turin », le Figaro du 21 février donne la parole à Sergio Donn, le président de FIAT-Auto-France. En publiant cette interview, la feuille de Hersant ne cache pas ses objectifs : « La situation que connaissent alors les usines FIAT a beaucoup de similitudes avec celle que traversent actuellement Citroën à Aulnay-sous-Bois et Renault à Flins. Pas de véritables immigrés, certes, à Turin mais une main-d'œuvre venue en majorité de Sicile ou de Calabre qui ne s'est jamais totalement intégrée. »

Les conseils que fournit Sergio Donn à ses homologues français sont, dès lors, particulièrement instructifs. Il relate comment la direction du groupe turinois « a fait reculer les syndicats qui ont fini par accepter unanimement, non seulement les mesures de chômage technique mais aussi le licenciement de soixante délégués particulièrement durs. Parallèlement, le taux d'absentéisme qui atteignait 20 % est tombé immédiatement à 4 %, seuil considéré comme normal. Il y a eu depuis un regain de productivité considérable qui a permis à FIAT de refaire surface puis de maintenir ses prix, donc de redevenir compétitif. »

« On ne peut travailler avec la violence », explique encore le PDG de FIAT-France. Les gens sont alors totalement démobilisés et l'on sait bien que dans une usine moderne, chacun doit être à sa place, les coûts de productivité devenant de plus en plus onéreux, sans qu'il faille y ajouter une quelconque agitation. »

Ces propos sont une véritable leçon de choses. Pour les capitalistes du vieux continent, la relance de l'activité et des investissements est liée à leur capacité d'abaisser les coûts de la main-d'œuvre salariée. Donc d'infliger des défaites majeures à la classe ouvrière pour s'assurer de sa passivité.

L'internationalisme n'est pas un mot vide de sens pour les patrons européens. Ils travaillent la main dans la main et appliquent de concert leurs plans de restructuration. Ils procèdent, par le canal de leur presse, à des échanges d'expérience sur les méthodes à employer face au monde du travail. N'est-il pas re-



grettable que les confédérations syndicales ouvrières n'en fassent pas autant ?

### VIE SAUVE POUR V. HAVEL ! Libération immédiate de tous les emprisonnés politiques !

Vaclav Havel, dramaturge tchèque, purgeait depuis 1979 une peine de quatre ans et demi de prison en Bohême occidentale pour ses activités au sein du V.O.N.S. (Comité de défense des personnes injustement poursuivies). Le 24 janvier dernier, il était transféré à Prague à l'hôpital de la prison de Pankrac. V. Havel est à la fois atteint d'une pneumonie et d'une néphrite aggravées par les conditions de détention. Le 7 février, il est placé dans un hôpital civil tant son état est critique. Les autorités annoncent alors l'interruption de sa peine... pour raisons de santé !

Sur Antenne 2, le 27 janvier, au cours de « Résistances », émission mensuelle consacrée aux droits de l'homme et réalisée par B. Langlois, la compagne de V. Havel donnait un témoignage saisissant des conditions d'existence de son mari, et plus généralement du traitement réservé à toute personne s'opposant à la dictature bureaucratique.

Petr Uhl, lui aussi l'un des dirigeants du mouvement tchécoslovaque des droits de l'homme, la Charte 77 et le V.O.N.S., fut jugé et condamné en octobre 1979 avec les autres animateurs de ce mouvement (dont V. Havel, Benda, Dienstbier, Bednarova). Ses sentences furent lourdes allant jusqu'à cinq ans de régime pénitentiaire sévère (P. Uhl). Depuis qu'ils ont été condamnés, ils sont traités comme criminels récidivistes sujets aux travaux forcés, aux brimades quotidiennes.

L'objectif est clair : par le baillonnement et le harcèlement systématique, les staliniens veulent les démolir et les faire renoncer ; ils leur ont même proposé de s'exiler, mais ceux-ci ont refusé.

Si l'on a pu penser que la « normalisation » de l'après 68 avait atteint son point culminant lors du grand procès stalinien d'octobre 1979, on note depuis une répression plus dure, plus systématique et plus efficace. Par exemple, Rudolf Battak, condamné à la mi-81 à plus de dix ans de privation totale de liberté. Plus récemment encore, les responsables du journal culturel ont été condamnés à des peines semblables. (cf. « Une nouvelle orientation pour l'opposition ? La répression ne désarme pas. » A. Libera. *Inprecor*, 14 fév. 1983/n° 143).

Toute forme d'expression indépendante représente un danger potentiel pour la bureaucratie qui imprime son monopole sur la société par des moyens répressifs et coercitifs.

Dans ce cadre, la lutte pour les droits et libertés démocratiques élémentaires et la défense active de militants exemplaires tels Petr Uhl et Vaclav Havel sont aussi les conditions de la recomposition d'une opposition antibureaucratique à la dictature stalinienne pour ouvrir la perspective d'un socialisme réellement démocratique.

J. C.

Ecrire à :  
Gustav Husak  
Président de la République  
11908 Prague. Tchécoslovaquie.

Ambassade de Tchécoslovaquie  
15, av. Charles Floquet  
75007 Paris.

### vient de paraître

## Quatrième Internationale

janvier - février - mars 1983

### SOMMAIRE

Éditorial Relève de la garde au Kremlin.	3
Débat Notre commune politique avec la Bohême.	17
Israël Défense de la révolution permanente.	41
NOUVELLE LECTURE Mevludin Fattah - Le stalinisme et son « socialisme réel » Jacques Kopp - Histoire du Parti communiste de Belgique	103
ABONNEMENTS - TARIFS NUMÉRIQUES	
FRANCE Ab. ordinaire — 70 francs français Ab. étudiant — 40 francs français Étranger — 100 francs français P.F.F. 2, rue Richard Lenoir 75010 PARIS (10 <sup>e</sup> ) FRANCE	
AUTRES PAYS Ab. ordinaire — 200 francs belges Ab. étudiant — 100 francs belges Paiement Mandat, virement, chèque, pour le compte C.G.B. n° 001 022001 12 de Quatrième Internationale 26, rue Platin 1050 BRUXELLES BELGIQUE	

### Vient de paraître

**INPRECOR**  
INTERCONTINENTAL PRESS

FRANCE  
Vous travaillez à gauche ?  
Dites nous  
la politique d'adhésion  
du gouvernement  
pour avoir  
La voix  
des travailleurs  
contre l'austérité

Des listes révolutionnaires  
unitaires au  
premier tour des  
élections municipales

ISRAËL  
Begin maintient  
Sharon  
dans son  
gouvernement

PERCHÉ Origine de la guerrilla d'Ayacucho  
NICÉRIA Le retour de bâton du faux miracle pétrolier

## ARGENTINE

# Retour de la misère dans un pays en voie de sous-développement

Débâcle économique, fiasco militaire et politique de l'aventure des Malouines, premières manifestations de masse contre le régime dictatorial, opprobre à l'échelle internationale alors que s'accumulent les informations sur les disparitions massives... C'est le contexte dans lequel les militaires au pouvoir à Buenos-Aires depuis mars 1976 viennent de confirmer que des élections seront organisées en novembre prochain et qu'ils céderaient la place à un gouvernement civil au début de 1984.

**L**ES militaires ?... Ils ne sont toujours pas partis et pourtant, regarde-les, ils menacent déjà de revenir... La voix est basse ; crainte d'être écouté ? Sur le visage fatigué se lisent tour à tour la peur et la haine, la résignation et l'espoir.

Juan, pourtant, est presque un privilégié : c'est un rescapé. Dans ce pays dévasté, saigné, mis à genoux par sept ans de dictature, il est en vie. Il n'a connu ni les camps, ni la torture. Il a même un travail.

Voilà quinze ans que Juan est ouvrier dans l'industrie automobile. En 1974, il est aux usines Renault de Cordoba lorsque les huit mille travailleurs de l'entreprise mènent, plusieurs mois durant, un combat exemplaire pour la défense de leur pouvoir d'achat et la libération de leurs dirigeants syndicaux emprisonnés. Il est alors élu délégué de son atelier. « Trois ans plus tard en 1977, un an après que les militaires aient pris le pouvoir, tous ceux qui avaient eu des responsabilités lors du conflit — plusieurs centaines — étaient sans travail. Des dizaines étaient en prison ou avaient « disparu ».

## « Le prix de la défaite »

Depuis, Juan a retrouvé un emploi aux usines Volkswagen de Monte-Chingolo dans la banlieue de Buenos-Aires. En 1974, il gagnait, à peu près, l'équivalent de 2 000 francs actuels par mois. Aujourd'hui, à un poste de même qualification, il gagne chaque mois l'équivalent de 570 francs. En 1974, il travaillait 43 heures par semaine. Il doit maintenant faire 50 heures... « Le prix de la défaite, le prix de la crise », répète Juan.

« L'automobile était l'un des secteurs clés de l'industrie argentine. Un secteur aux mains du capital étranger : Ford, Fiat, General Motors, Renault, Peugeot, Citroën, Volkswagen et Mercedes se partageaient la production et le marché. Lors des grandes mobilisations de 1969 et de 1974-75, nous fûmes avec le syndicat (SMATA) un secteur combatif, d'avant-garde. Sous la dictature nous sommes devenus une des cibles principales de la répression, tandis que les multinationales avaient les mains entièrement libres pour s'adapter à la crise. Certaines se sont retirées, presque du jour au lendemain, comme General Motors ou Citroën. D'autres se sont regroupées comme Fiat et Peugeot. En six ans, cinq des grandes usines ont été fermées et les 2/3 des ouvriers de la branche se sont retrouvés sans emploi. Dans les autres, celles qui fonctionnent aujourd'hui, la productivité a été multipliée par deux ou trois tandis que les salaires réels diminuaient d'environ 70 % ».

Juan pourrait ajouter que son revenu est maintenant inférieur de moitié à celui d'un travailleur de la Volkswagen-Brasil à Sao-Paulo. Il y a dix ans, le rapport était exactement inverse. Il pourrait ajouter également, mais peut-il seulement l'imaginer, que son pouvoir d'achat qui était en 1974 équivalent au tiers de celui d'un ouvrier de Volkswagen-Allemagne équivaut maintenant au dixième de celui-ci. Le rapport

Alors que l'ensemble de l'appareil répressif reste intact et actif, leur projet est de continuer à jouer un rôle déterminant une fois le pouvoir formellement abandonné.

Ce premier article de notre envoyé spécial en Argentine décrit la situation que doivent affronter les masses exploitées sept ans après l'instauration d'un des régimes les plus répressifs qu'ait connus l'Amérique latine au cours de son histoire et alors que la crise économique connaît une ampleur sans précédent.

entre Renault-Cordoba et Renault-Billancourt, faut-il le préciser, est à peu près identique.

Dire que Juan est optimiste serait exagéré. Ecrasé par les mille et un combats du quotidien, il a pourtant espoir. « Pendant six ans, ce qui a prédominé à l'usine de Monte Chingolo, c'est la peur. Peur de la répression, peur du licenciement, peur de la faim... Depuis quelques mois, c'est différent. Nous discutons à nouveau. Des assemblées ont eu lieu. Et face aux nouvelles

le quartier, beaucoup, même parmi ceux qui travaillent, ne peuvent plus payer une consultation médicale. D'ailleurs le médecin est parti. Pendant un temps, deux infirmiers volontaires avaient installé un centre de soins gratuits dans une dépendance de l'église. Les services de santé ont dit que c'était illégal. Ils ont dû arrêter. »

La poliomyélite est réapparue dans les banlieues de Buenos-Aires, mais dans le quartier d'Aldo, le curé

## de notre envoyé spécial en Argentine

menaces de licenciement agitées par la direction, nous avons même organisé une marche dans les quartiers avoisinant l'usine. C'était le 7 décembre dernier. Sur le moment, je n'arrivais pas à y croire... »

## Retour de la misère

Aldo, lui, n'a pas les « privilèges » de Juan. Marié, deux enfants, plâtrier, il est sans travail depuis bientôt deux ans. Sans travail et sans ressource aucune. L'allocation-chômage n'existe pas pour les quelque deux millions de chômeurs argentins (près de 20 % de la population potentiellement active). Le récit de sa vie est celui du retour à la misère. Une misère absolue dans un pays en voie de sous-développement...

La solidarité familiale, la solidarité spontanée dans son quartier de Pompeya et surtout les distributions d'aliments et les soupes populaires organisées par la paroisse ont permis à Aldo et aux siens de survivre. Les moments les plus durs ? Aldo n'hésite pas : « Quand l'institutrice est venue à la maison l'hiver dernier. Le prix des aliments avait encore augmenté. Elle ne pouvait plus partager la nourriture de la cantine entre ceux qui payaient et ceux qui ne pouvaient pas payer... » Ce qu'il redoute le plus ? « La maladie. Dans

a organisé une campagne de vaccination gratuite.

Que peut espérer cet ouvrier du bâtiment dans la force de l'âge ? L'industrie de la construction, l'une des plus touchées, fonctionne à 30 % de sa capacité selon les statistiques patronales. Les immeubles à moitié construits, les chantiers désertés sont légion à Buenos-Aires.

Il y a quelques mois, sur recommandation d'experts détachés par le fonds monétaire international préoccupés de ne pas dépasser le « seuil de l'intolérable », le gouvernement militaire annonçait que le versement d'un subside aux chômeurs était à l'étude. Si jamais Aldo a cru en bénéficiaire, il aura été vite déçu : les 200 francs mensuels prévus ne seront attribués sous certaines conditions qu'aux chômeurs licenciés en 1982.

Soit, au maximum, 10 % des sans-emploi actuels. Et, faute de crédits, la mise en application de la mesure est pour le moment suspendue. Un calcul rapide montrerait pourtant que son coût annuel représente à peine 2 % des intérêts des crédits à court terme octroyés ces dernières semaines par les banques des puissances impérialistes. Crédits utilisés en priorité pour le remplacement du matériel militaire détruit lors de la guerre des Malouines...

Aldo le chômeur, Juan l'ouvrier de

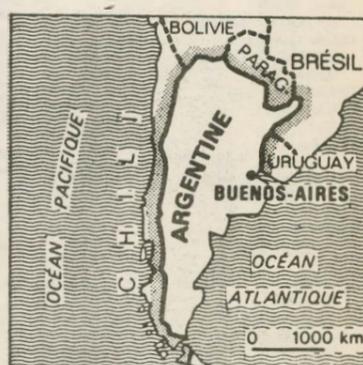
l'automobile ; des voix, des vies qui témoignent comme aucune statistique ne peut le faire de la nature et de l'ampleur de la crise argentine. Une crise dont les effets et les manifestations interpellent d'autant plus qu'il s'agit d'un pays dont l'économie, bien que dépendante, avait connu un relatif développement industriel. D'un pays où la classe ouvrière — longtemps la plus nombreuse et la plus concentrée d'Amérique latine — était forte de traditions de lutte et d'organisation vieilles de plusieurs décennies.

Un symbole parmi tant d'autres : des bidonvilles sordides et insalubres se multiplient à la périphérie de Buenos-Aires, en apparence semblables à ceux qui entourent d'autres villes d'Amérique latine. Mais les hommes et les femmes qui s'y entassent ne sont pas des déshérités venus de zones rurales pauvres et surpeuplées. Il n'y en a quasiment pas en Argentine. Ce sont d'anciens ouvriers, d'anciens petits employés devenus chômeurs. Chassés de leurs usines, chassés de leur demeure dont ils ne peuvent plus payer le loyer, chassés de leur quartier où la nourriture est trop chère... Rejetés par la ville, rejetés par une société où progresse rapidement l'analphabétisme, la sous-alimentation, la maladie.

D'autres couches, moins modestes, sont également affectées. Un grand nombre de professionnels, techniciens, architectes, médecins ont dû quitter le pays faute de travail, grossissant la masse des centaines de milliers d'exilés éparpillés en Amérique latine, aux Etats-Unis ou en Europe. Parmi ceux qui sont restés, combien ne vivent que de petits emplois précaires ? Plusieurs milliers d'entre eux sont aujourd'hui chauffeurs de taxi dans la capitale...

## « N. N. ». Sans nom...

« Le prix de la crise, le prix de la défaite », disait Aldo. La défaite a aussi d'autres visages, d'autres voix. Les plus émouvantes, les plus courageuses, ce sont ces mères qui consacrent leur vie à la recherche d'un enfant « disparu ». Leur manifestation, chaque jeudi après-midi, depuis des années, sur la Place de Mai, devant le palais présidentiel, est un défi permanent face auquel la dictature est muette, paralysée. Où sont-ils ? Où sont les 25 à 30 000 disparus argentins ? Il existe toujours des centres de détention secrets de



l'armée. Mais combien sont morts sous la torture là-bas, à l'école des mécaniciens de la marine, près du stade de River, où sont célébrées les grandes messes du football ? Combien ont péri, ici, à deux pas, dans les sous-sols du département central de la police entre les rues Moreno et Ceballos ? Qui repose dans ces zones spéciales des cimetières où s'alignent les horribles croix marquées « N. N. », abréviation pour « sans nom » ?

Quelques-uns pourtant ont « réapparus » ces derniers mois. Mutilés, brisés. Effrayés et convaincus d'être coupables. Obsédés par une question : pourquoi en suis-je sorti ? Pourquoi pas les autres ? Ai-je collaboré ?

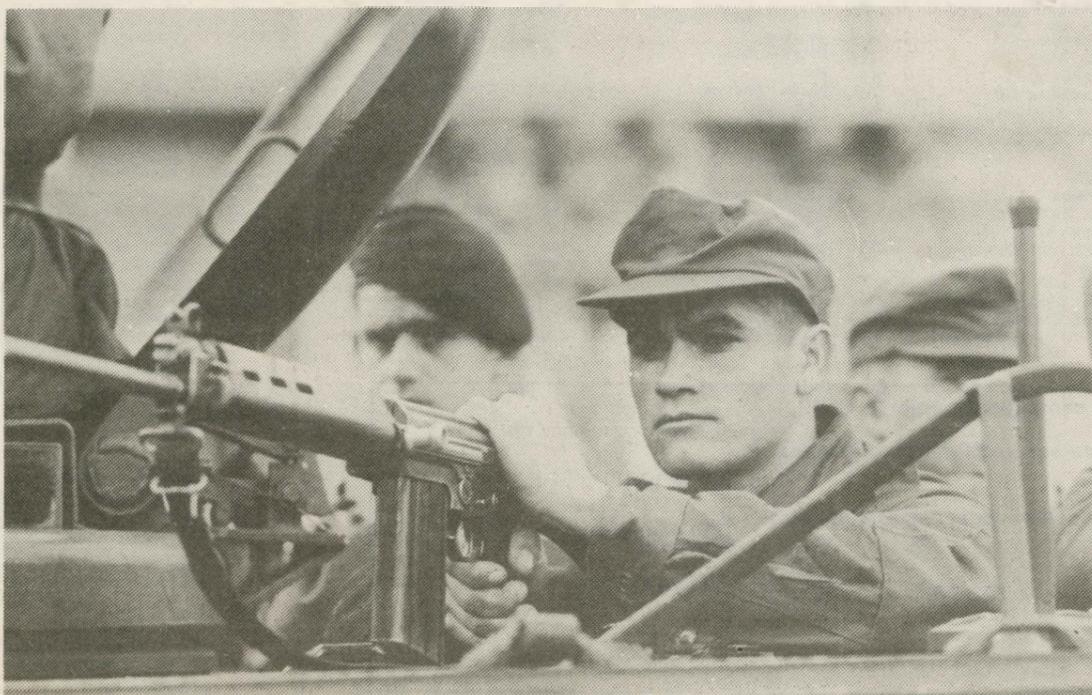
« Il faut tuer autant qu'il sera nécessaire pour rétablir la paix », déclarait l'ancien chef de la junte, le général Videla. L'un de ses adjoints, le général Saint-Jean, qui était gouverneur de la province de Buenos-Aires, ajoutait « En premier lieu, nous allons tuer tous les subversifs ; ensuite leurs collaborateurs ; puis les sympathisants ; puis les indifférents et enfin les timides. » C'était aux « belles heures » de la dictature.

Aujourd'hui, alors que le régime hai et isolé est à bout de souffle, que le retour à un pouvoir civil est théoriquement prévu à la fin de l'année, l'heure n'est plus à ce genre de discours. Les militaires voudraient faire oublier ; que « l'éponge soit passée ». Dès lors, l'histoire est réécrite. Des bavures, des excès ont peut-être été commis. Mais il ne s'agirait que de cas individuels dans le cadre d'une « guerre » contre une « subversion » manipulée de l'étranger. Contre le terrorisme international.

Ils espèrent ainsi blanchir et sauvegarder l'institution militaire et faire oublier contre qui et au compte de qui ils ont mené cette « guerre intérieure ».

La réalité est pourtant là. Nue. Caricaturale. L'ennemi n'était pas une « subversion » abstraite. C'était la grande masse des travailleurs, la classe ouvrière et ses militants syndicaux et politiques d'avant-garde. La grande majorité des morts, des disparus, des prisonniers, les victimes du pillage économique qui a accompagné cette guerre, ce sont eux. Quant aux commanditaires, ce ne sont autres que tous ceux qui ont accumulé et accumulent des fortunes fabuleuses. Ceux qui, profitant de la situation, surexploitent, spéculent, s'accaparent un peu plus encore les immenses richesses de ce pays. Ce sont les multinationales dans leurs tours de verre et d'acier du centre ville. Ce sont les habitants de ces ghettos à l'opulence agressive dont les commerces n'ont rien à envier à ceux de la rue de la Paix... Ce sont les mêmes qui, depuis 1976, ont transféré illégalement en Suisse six milliards de dollars selon une enquête du député socialiste helvétique Jean Ziegler. Soit quinze pour cent de la totalité de la fabuleuse dette extérieure du pays !

Jean-Pierre Beauvais



## Nous avons reçu près de 800 000 F !

<b>Bordeaux</b>	Chantal	300	Cellule Messier Schlumberger	1 450	Cellule Orly	2 000	Ouvrier Ravitt	10	Cellule CPCAM	200
Cellule Reed	J.M, employé, ex PSU, ex CCA	50	Cellule Bagneaux	750	Meeting Villejuif	70	Micécin	800	Cellule PTT	50
Kenda	Education surveillée	50	Cellule Instituteur Sud 92	400	EDF	200	Aide soignant	300	Cellule banque	500
Lionel	Philippe N	50	Cellule Insee Malakoff	800	CPP Créteil	120		3 500	Section Martigues	660
Travailleur ministre agriculture	Milton	250	Sympathisants Malakoff	500	<b>FD 78</b>		<b>Orléans</b>		Cellule SESCO, Aix	25
Trav. minist. Agric.	Mireille B	50	Sympathisants Montrouge	700	Métallurgie	200	<b>Tours</b>		Cellule recherche	50
Trav. minist. Agric.	Rémi F.	100	Sympathisants Châtillon	300	Phylou, reste vente	17	Martin, PTT	40	Cellule enseignante	110
Trav; minist. Agric.	« Pour le pluralisme et	10	Cellules Rueil Malmaison	500	Marc, cellule Trappes	100	Michel, PTT	60	Cellule SNCF	70
Travailluse CDC	la démocratie »	10	Centre de Tri nanterre	1 100	Dominique, Trappes	200	Francis, chômeur	200		
Jacques, santé sociaux	Jacqueline F.	100	Section Nanterre Rueil	5 000	PH	40	Richard, CHR Trousseau	200		
Michel, santé sociaux	pour la liberté d'expression	10	CTA Nanterre Richard	4 100	PT	40	Claude, CHR Trousseau	100		
D. BNP	Germaine G	10	Nanterre, 1 sympathisant	50	Olivier	300	Gérard	60	<b>Mâcon</b>	
Cellule Skoda	Dyana P	10	Nanterre, Annie	100	<b>Amiens</b>		Jean-Marc	100	Cellule Mâcon Châlons	400
Un docteur partagé	Jean V	10	Mère d'un militant Rueil	100	F. P.	100	Martine	100	<b>Brest</b>	
Cellule Chambi	Alain R	55	JP et H, Rueil	100	Y. F.	200	Anonyme	50	Militant étudiant	200
Un docteur partagé	Monique D	10	Rueil, octobre	550	R. C.	50	Yves	100	Pour que vive l'action unitaire	200
Davra	Janine P	20	Cellule instit, Bernique	150	R. C.	70	Eliane	100	Vers un parti communiste	100
Cellule Pujès	Divers	200	<b>FD 93</b>		S. F.	200	Claude	300	Militante CGT	200
Cellule Rosa	Blanqui	2 400	Villetaneuse	150	A. C.	200	Michel	100	Militant JCR	200
BD	Métro Gambetta	4	Jeumont Schneider	240	<b>Reims</b>		Annie	200	Contre l'austérité, militant	200
Golba	PTT RP	50	Paris 8	100	Christiane	100	Patricia	100	Cyril	200
Travailleurs du bâtiment	Sympathisante éloignée :		Education nationale	500	Olivier	250	Marie Dominique	50	Yvonne, infirmière	200
Travailleurs Dassault	« c'est pas grand chose,		Cellule éducation surveillée	200	Marcelle	50	Chabre, marché Velpeau	54	Un travailleur de l'arsenal	200
Cellule Goldman	mais c'est ce que je donnais		Cellule HP	150	Catherine	50	Martine, SNCF	50	100 F pour un compte rond	100
Limerik	avant au PCF »	30	PTT Bobigny	170	Emmanuel	50	Gérard, SNCF	50		
Cellule Zetkin							Brigitte, SNCF	30	<b>Fougères</b>	
Un cheminot									Enseignant	15
Lydie									Lycien	10
Patrick									Educatrice	10
Jacque									Chômeurs	21
Christian									Metallo	10
Cellule Wolff									<b>Alençon</b>	
Zebsec									Cellule	1 500
Dominique									SNCF	100
Maité									Pour que Brest vive	300
Babatt									<b>Nancy</b>	
Cellule étudiante									JJN	11
JCR									Etudiant	10
<b>Besançon</b>									Dominique	30
CHU									CRAM, Luc	100
Jacqueline									CRAM, Catherine	70
Michèle									CRAM, Robert	70
Gaby									CRAM, Michel	40
Claudine									CRAM, Chantal	40
Danièle									CRAM, Danièle	20
Annie									CRAM, Marie Claire	20
Carmine									Solange	50
JCR									Thierry	100
<b>Clisp</b>									Drapier Ptre	100
Moule									Cathy	50
RC									Chantal et Christian	20
<b>Dijon (déjà comptabilisé)</b>									<b>Thionville</b>	
Enseignant de B.									Daniel, enseignant Hayange	100
Danièle									<b>Toulouse</b>	
Réunion régionale									Sympathisant lycée Polyvalent	100
Section									Enseignant INSA	100
<b>Tours</b>									Victor	50
Quatre camarades									Duduche	100
<b>Nancy</b>									<b>Amiens</b>	
Oram									Isabelle	300
René Kuhn									Jean Jacques	350
Un bidasse en Lorraine									Régis	200
Hervé et Danièle									Guy	200
Christine									<b>La Rochelle</b>	
SNCF, Jean									Janine	20
Section									Joëlle	10
<b>Bourges</b>									Catherine	20
Mireille									Patrick	20
Chantal									Birangère	30
Martine									Betty	50
Paulette									Christiane, hôpital	30
Grand-mère de militant									JPS, prof.	100
au PC depuis 1920									Mireille, instit.	50
Dominique									<b>Strasbourg</b>	
<b>FD 13</b>									Instituteur	10
Cellule enseignante									Gab	400
Cellule recherche									Christiane	100
Cellule nord									Claude	50
Section Martigues									Jean et Christine	200
JCR									Papè et Fabrice	20
Cellule PTT									Marie Claude	200
Cellule CAF									Sonia	250
Cellule CAF									Jean Claude	200
Cellule banque									Régine	100
Divers									Francis	20
<b>Rouen</b>									<b>Castres</b>	
Claude									André, instituteur	200
Patricia									Chantal FPA	50
Franck									Albert, cheminot Chambéry	100
Maria et Yves									Divers	1 700
Serge									<b>Louviers</b>	400
Denis, HP									<b>Bourg-en-Bresse</b>	650
Collecte hôpital psychiatrique									<b>Nantes</b>	
Marie-Catherine									RH soudeur	50
Francois, éducateur									Collecte INRA Nantes	430
Chantal									GD, INRA	100
Annie									CP et LM, Nantes	250
Philippe									FL, Insee	100
Cellule Barentin									EC, Insee, « Bon courage »	100
Eric et Nicole									Jean, PIT	150
Alain, Renault-Cléon									Jean Yves Noblet, PTT	150
Michèle, instit Elbeuf									A. Allopari, PTT	100
Militant LCR Elbeuf									Dominique Renoux,	
Prof F. Buisson, Elbeuf									ancien militant CCA Nantes	100
Hus									VC, sympathisant	100
JCR Rouen									Christine M., institutrice	100
Cellule étudiante									Francois Brochard, PTT	100
Cellule enseignante									Jacqueline	100
<b>FD 75</b>									Jacqueline et Zoi	100
Cellule Crédit lyonnais									Paul	50
Kabylie ! Kabylie !									Louis B.	50
Un ancien de LO									Jean Marc	20
?									Valérie	100
SNCF Nord									Roland Vntron	200
Rémi et André									Meeting Krivine	1 520
PTT 10/17									<b>Strasbourg</b>	
Télécoms 9/10									Cathy et JP	49
Enseignants 19/20									Isabelle	100
Cellule ORTF									Tonio	100
Cellule assurances									Dérid	100
									Laurent	200
									<b>Epinal</b>	
									Sur le marché	54
									Edith	150
									Jean	76

L'objectif de 1 000 000 F est à portée de la main  
Pour assurer le succès total de la souscription,  
toutes et tous,  
un dernier chèque !



Je souhaite m'associer à la campagne municipales

Je suis prêt(e) à prendre place sur une liste révolutionnaire unitaire

Je m'engage à soutenir financièrement cette campagne

je verse ..... F

je verserai ..... F par mois (chèque à l'ordre de la LCR)

A retourner à Michel Rousseau,  
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montrouil

NOM .....

Prénom .....

Profession .....

Adresse .....

Ancien total 534 544  
Total collecté par les cellules de la LCR 143 142  
Nouveau total 677 686

Ce total correspond à la liste publiée ci-dessus. Nous poursuivons la semaine prochaine la publication des sommes qui nous sont déjà parvenues.